

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2022
Perspectives 2023

N° 539 - Avril 2023

Économie de l'élevage



2022 : Sécheresse et flambée des coûts pénalisent la production et les revenus

2023 : Chute probable de production de viande dans l'UE à 27

- LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE - L'inflation a pesé sur les achats des ménages
- LA VIANDE OVINE EN FRANCE - Le disponible se redresse, mais reste modeste
- LA VIANDE OVINE DANS L'UE ET DANS LE MONDE
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - 2022 marquée par la flambée des prix des intrants et une nouvelle sécheresse estivale

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF : Boris DUFLOT

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Institut de l'Élevage : Vincent BELLET, Cassandre MATRAS, Emmanuel MORIN.

CONTRIBUTEURS :

Ingénieurs Réseaux d'élevage : Catherine DE BOISSIEU, Théo GUFFROY, Carole JOUSSEINS, Maxime MAROIS, Marie MIQUEL, Gilles SAGET.

Benoît RUBIN, Gérard YOU (Département Économie de l'Institut de l'Élevage) et Sébastien BOUYSSIERE (France Brebis Laitière).

REMERCIEMENTS :

Cette publication est rédigée avec l'appui de France Brebis Laitière et des Interprofessions régionales à travers le partage de données quantitatives et qualitatives. Merci notamment à l'Association Interprofessionnelle du lait et des produits laitiers de Brebis Pyrénées-Atlantiques, la Confédération Générale de Producteurs de Lait de Brebis et des Industriels de Roquefort et l'Interprofession Laitière Ovine et Caprine Corse.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

Filière allaitante

Philippe ALLAIX (CA 42), Nathalie AUGAS (16), Maeva ANTHEME (CA 26), Jean-Louis BALME (CRAO), Marie-Line BARJOU (CA 87), Jean-Claude BAUP (CA 32), Marie BREISSAND (CA 04), Dominique CANDAU (CA 88), Céline CLEMENT (Synd. ovin 79), Arnaud CUVILIER (CA 60), Dominique DELMAS (CA 12), Alain DEMOULIN (CA 51), Camille DUCOURTIEUX (CA 24), Benoît ESMANGIAUD (CA 06) Laurent FICHET (CRA Pays de la Loire), Aurore GERARD (CA 21), Alain GOUEDARD (CRA Bretagne), Béatrice GRIFFAULT (CA 86), Emilie GUERRE (CA 55), Théo GUFFROY (CA 02), Lucille GUYARD (CA 03), Claire GUYON (CA 84), Elise HOMMET (CA 36), Julia HOUVENAGHEL (CA 08), Laurent KELLER (CA 54), Margaux KENENS (CA 10-52), Elodie LAGIER (CA 05), Anne-Julie METIVIER (MET - EDE 81), Stéphane MIGNE (CRA Pays de la Loire).

Mélody MOISSET-BRUANT (CA 11), Pauline PEREZ (Bovins-Croissance 66), Alix PFAFF (CA 76), Pauline PEREZ (Bovins-Croissance 66), Aurore PRIEUR (CRA Pays de la Loire), Rodolphe PUIG (CA 46), Christophe RAINON (CA 58), Fanny SAUGUET (CA 13), Jean-Pierre SAULET-MOES (CA Alsace), Gaïane SEYCHAL (CA 63), Danielle SENNEPIN (CA 23), Christelle VAILLANT (CA 57), Julien VAISSET (CA 23), François VALENTIN (CA 48), Fabrice VASSORT (CA 43), Catherine VENINEAUX (CA 38), Carole VERSAUAUD (CA 64), Thomas Wartel (CA 59-62).

Filière laitière

Jean BEUDOU (CA 64), Marine CRISTOL (CA 48), Bixente DOYHENARD (CA 64), Isabelle HAICAGUERRE (CA 64), Jean-Claude MATHIEU (Maison de l'élevage 81), Sandrine MERLIN (CA 64), Jean-Michel NOBLIA (CDEO 64), Gilles NOUBEL (UNOTEC), Nathalie RIVEMALE (Confédération de Roquefort), Odile SALLATO (CA 64), Carole VERSAUAUD (CA 64), Jean-Christophe VIDAL (CA 12).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale de l'Élevage.

2022 : Sécheresse et flambée des coûts pénalisent la production et les revenus

2023 : Chute probable de production de viande dans l'UE à 27

2022 a réservé son lot de surprises aux filières ovines comme à d'autres. Les prix des produits ont continué leur progression entamée dès 2021. Mais avec +2,3% pour le lait de brebis et +8,3% pour les agneaux, ces hausses sont restées relativement modestes par rapport à celles d'autres produits de l'élevage. Surtout elles sont bien inférieures à l'alourdissement des charges consécutif à l'inflation des intrants et matières premières, qui s'est accélérée avec l'invasion russe en Ukraine. Les revenus des éleveurs en 2022 ont baissé pour tous les systèmes, ovins viande comme lait, dans une fourchette comprise entre -5 000 et -10 000 euros par UMO exploitant.

Les éleveurs, confrontés à un manque de fourrages suite à la sécheresse de l'été, ainsi qu'à la hausse du prix des aliments, n'ont souvent pas eu d'autre choix que de réformer plus vite les brebis, aussi bien en élevage laitier qu'allaitant. Le cheptel français de brebis et agnelles s'est réduit de -6% fin 2022. La collecte laitière s'est repliée de -2,7% sur la campagne d'octobre à septembre. Les abattages d'agneaux ont également fléchi de -4% d'une année sur l'autre. Et malgré la hausse de réformes, la production française de viande ovine a reculé en 2022 de -3% /2021.

Dans un contexte de réduction du pouvoir d'achat des ménages, on pouvait craindre le repli de la demande de produits festifs comme la viande d'agneau. La réduction de consommation des ménages a été significative mais est restée plutôt bien alignée avec celle de l'offre, concourant finalement à des prix soutenus en 2022, en particulier pour l'agneau. Point d'alerte : la consommation de viande ovine des Français a été encore plus que précédemment couverte par des viandes importées. De tels flux se sont renforcés dans un contexte international particulièrement lourd, aussi bien au niveau européen qu'international, la demande chinoise étant réduite par les confinements.

En 2023, l'offre européenne devrait se réduire et si la demande chinoise repart, c'est autant d'agneau néozélandais qui ne parviendrait pas sur nos états. La baisse du cheptel semble toutefois plus sensible en France qu'ailleurs en Europe. Les risques de décrochage de la production ovine française sont donc réels.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2022

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

L'inflation a pesé sur les achats des ménages

10/ LA VIANDE OVINE EN FRANCE

Le disponible se redresse, mais reste modeste

16/ LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Le marché s'alourdit à partir du 2nd semestre 2022

24/ LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

La baisse chinoise et étatsunienne réoriente les flux mondiaux

30/ REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Spécialisés ovins viande
 - Fourragers intensifs
 - Herbagers
 - Pastoraux
- Ovins viande et grandes cultures
- Ovins viande et bovins viande
- Ovins laitiers
 - Livreurs du bassin de Roquefort
 - Livreurs des Pyrénées-Atlantiques

40/ PERSPECTIVES 2022

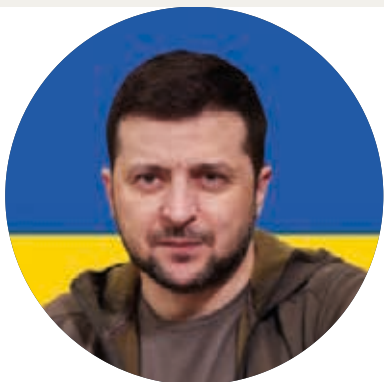
Vers une baisse de la production au sein de l'UE à 27

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2022

HIVER

Hiver doux mais sec, avec de bons reports de stocks et un démarrage précoce de la végétation, avant le coup de froid d'avril.



Le 24 février, la **Russie envahit l'Ukraine**, attisant la flambée des prix de l'alimentation animale et de l'énergie (pétrole, gaz, engrais) déjà en cours depuis l'été 2021. La hausse se poursuivra toute l'année.

Poursuite de la recapitalisation du cheptel ovin en Australie
Le cheptel reproducteur comptait 79 M de têtes en 2022.

Cotation élevée en début d'année
Achats et abattages peu dynamiques jusqu'à la mi-mars, soutenant le cours de l'agneau. Durant sa traditionnelle hausse avant Pâques, il se rapproche de son niveau de 2021, signe d'un marché plutôt calme.



Mi-juin : vague de chaleur record pénalisant la repousse des prairies après la 1^{ère} coupe, avec des épisodes orageux intenses provoquant localement de forts dégâts,

Fête de **Pâques**
le 17 avril.

Mois du **Ramadan**
du 1^{ER} avril au 1^{ER} mai.

PRINTEMPS

Températures douces et faibles précipitations favorisent le pâturage et permettent de premières coupes plutôt correctes.



Commandes tardives pour Pâques 2022

Avec la crise du pouvoir d'achat, la distribution a tardé à passer commande auprès des abatteurs.

À 8,07 €/kg pour Pâques, le cours n'a pas atteint de pic : il a oscillé autour des 8 €/kg des mois durant.



Le cheptel reproducteur néozélandais

s'est de nouveau replié de -14% /2021, à 16,1 millions de têtes en juin 2022.



Les exportations britanniques de viande ovine ont repris,

avec +18% au 1^{er} trimestre 2022 par rapport au niveau exceptionnellement bas de 2021.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2022



UE à 27/Nouvelle-Zélande :
signature d'un accord de libre-échange le 30 juin 2022

ÉTÉ

Fête de l'Aïd
El-Kébir du 8 au 12 juillet



Records de chaleur et déficit pluviométrique entraînent une **baisse de production fourragère** de 20 à 50% selon les régions : davantage d'affouragement, achats d'aliments dans les secteurs les plus touchés, descentes précoces d'estive, etc.

La majorité des départements sont soumis à des arrêtés de **restriction d'eau**.



La cotation de l'agneau français n'a presque pas subi de baisse estivale en 2022.

Le Ramadan a débuté 2 semaines avant pâques, tirant la cotation élevée, puis l'Aïd el-Kébir en juillet en a fait de même.

Malgré le recul habituel des disponibilités d'agneaux, le repli des achats a été tel que **l'offre et la demande se sont équilibrées à de bas niveaux**, maintenant le cours autour des 8 €/kg d'avril à octobre.





La collecte laitière est en baisse,
à 296 millions de litres sur la campagne d'octobre 2021 à septembre 2022, soit -2,7% par rapport à la précédente. Dans le même temps, le taux de MSU a progressé de +0,3% et le prix du lait de +2,3%.

Malgré le regain sur l'automne, le déficit de production fourragère est de l'ordre de 20 à 30% sur l'année 2022.

AUTOMNE

Loi EGALIM 2 : application au 01/10 pour les éleveurs ovins lait
(et au 01/01/2023 pour les éleveurs ovins viande)



Octobre 2022 :
obtention de
l'IGP Pérail

Franc recul du **cheptel reproducteur français** de -6% en 2022.

Le retour des pluies mi-septembre et températures exceptionnellement douces en octobre ont permis aux prairies de se remettre du choc de l'été, favorisant le pâturage automnal

La baisse de la demande chinoise bouscule les flux mondiaux en 2022

La cotation de l'agneau dépasse les 8,50 €/kg fin 2022 : la forte demande à l'approche des fêtes de fin d'année conjuguée à une offre française qui a reculé expliquent ce niveau record.

2

LE LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

L'inflation a pesé sur les achats des ménages

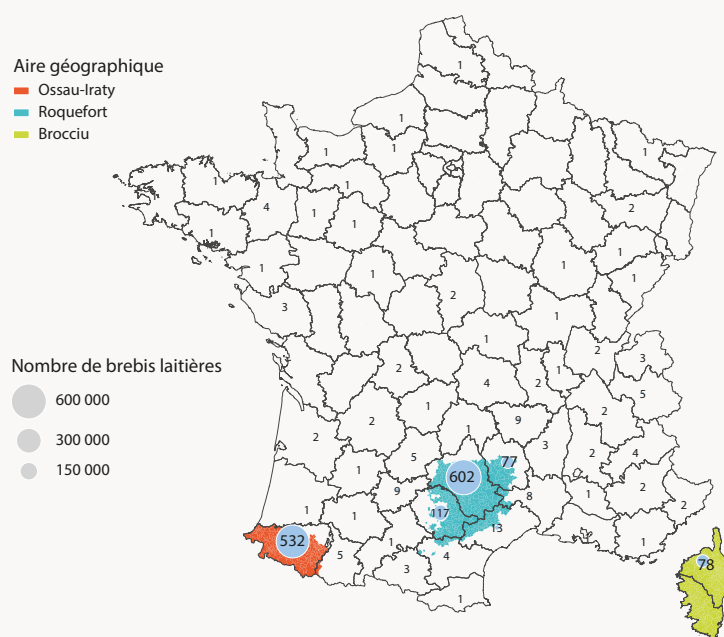
La collecte de lait de brebis a diminué d'une campagne sur l'autre entre octobre 2021 et septembre 2022, en raison à la fois d'une flambée des charges (inflation exacerbée par l'invasion russe en Ukraine) et de conditions climatiques défavorables aux lactations. Le bond du prix des aliments a en effet amené certains éleveurs à réformer précocement des brebis. À 1 056 €/1 000 l, le prix du lait payé aux éleveurs a de nouveau augmenté, de +2,3% d'une campagne à l'autre, ce qui reste toutefois modeste si on considère la flambée du prix des matières premières et la hausse du prix du lait de vache et de chèvre.

La diminution des volumes livrés a entraîné une baisse généralisée des fabrications de produits à base de lait de brebis et la profonde crise du pouvoir d'achat a provoqué une chute de leur consommation dans de nombreux pays européens.



CHEPTEL 2020

REPARTITION DEPARTEMENTALE DES REPRODUCTEURS OVINS LAIT (2020)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après BDNI / Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

4 710 exploitations

C'est le nombre d'exploitations de plus de 25 reproducteurs ovins lait en 2021, d'après les enquêtes cheptel du SSP.

Un cheptel de brebis laitières stable entre 2019 et 2020

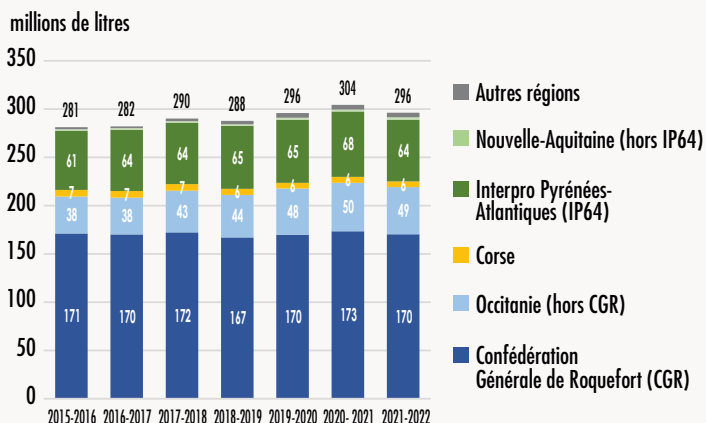
D'après les dernières données BDNI consolidées, le cheptel national de reproducteurs ovins lait s'établissait toujours à 1,54 million de têtes en 2020, quasiment identique au niveau de 2019 (+0,1%).

Le cheptel reproducteur français se répartit principalement sur sept départements, qui regroupent à eux seuls un peu plus de 91% de l'effectif national. En première position on retrouve l'Aveyron, avec 602 000 reproducteurs (-2%/2019), puis les Pyrénées-Atlantiques (532 000, stable/2019), le Tarn (117 000, +1%), la Lozère (77 000 têtes, +1%), et les deux départements corses (78 000, +16%). Tout ou une partie du territoire de ces départements est liée à une aire d'appellation fromagère : l'AOP Ossau-Iraty pour les Pyrénées-Atlantiques, le Brocciu pour les départements corses, le Roquefort pour les trois autres départements cités ainsi que l'IGP Pèrail (Aveyron, Lozère, Tarn, Gard et Hérault), qui a été reconnue cette année. À chacune de ces zones est associé un système d'élevage spécifique, caractérisé notamment par l'élevage de brebis de races locales. Les Pyrénées-Atlantiques et l'Aveyron regroupent les deux tiers des exploitations ovines laitières françaises.

Plus récemment, et selon les estimations du SSP, le cheptel reproducteur ovin lait (brebis et agnelles saillies) aurait reculé de -5% d'une année sur l'autre au 1^{er} novembre 2022, atteignant 1,48 millions de têtes. Cette évolution peut s'expliquer par le choix des éleveurs, confrontés à un manque de fourrages suite à l'été 2022 et à la hausse du prix des aliments, de réformer plus vite les brebis les moins productives.

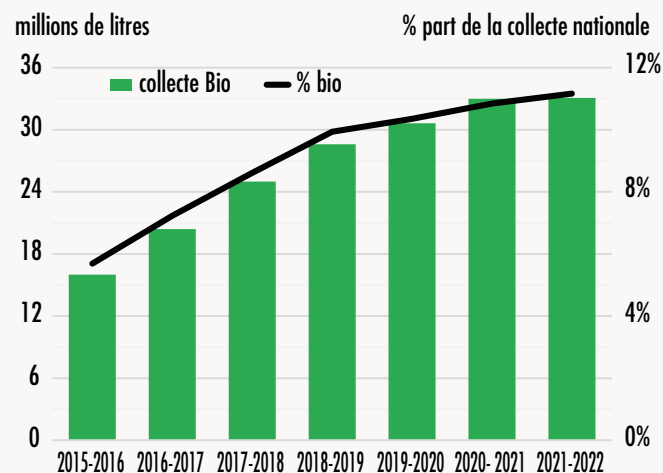
COLLECTE NATIONALE DE LAIT DE BREBIS

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE FRANÇAISE DE LAIT DE BREBIS



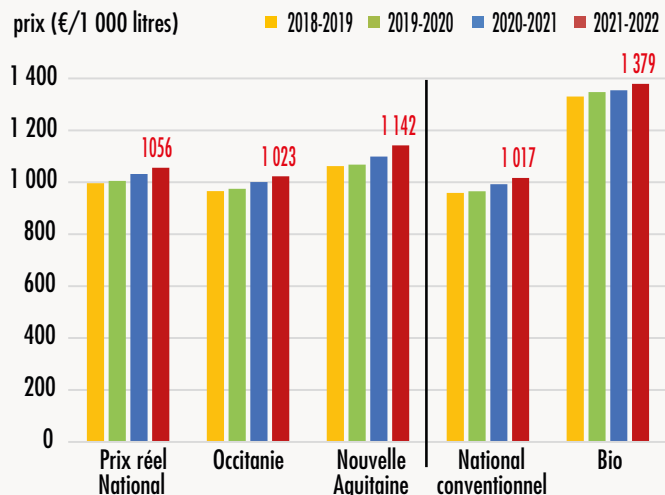
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, CGR et IP64

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE FRANÇAISE DE LAIT DE BREBIS BIOLOGIQUE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES PRIX DU LAIT DE BREBIS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

296 millions de litres

C'est la collecte établie sur la campagne 2021-2022 en France

Collecte impactée par la hausse du prix des aliments

La hausse du prix des aliments a atteint des niveaux records en 2022 (inflation préexistante mais exacerbée par la guerre en Ukraine), incitant les éleveurs à réduire la distribution de concentrés et diminuer leurs effectifs de brebis.

Cela s'est répercuté sur la collecte de lait de brebis dans les deux principales régions de production, en Occitanie et en Nouvelle-Aquitaine, avec des baisses de respectivement -2% et -4,5%, à 219 et 67 MI, selon l'enquête mensuelle laitière de FranceAgriMer. La collecte corse a elle aussi baissé, de -6% d'une année sur l'autre, à 6 MI.

La collecte hors interprofessions régionales, issue d'exploitations se situant majoritairement en Occitanie, s'est par ailleurs repliée de -1% (atteignant 56 MI), si bien que finalement, sur la campagne 2021-2022, la collecte française a diminué de -2,7% (soit -8 MI), à près de **296 MI**. Cette baisse a interrompu la dynamique de croissance à l'œuvre depuis 2013.

Après le bond enregistré entre les campagnes 2019-2020 et 2020-2021, la collecte de lait de brebis biologique a très légèrement progressé à l'issue de celle de 2021-2022, à près de 33 MI (+0,2%). Les volumes de lait bio collectés sont relativement élevés dans la filière brebis : ils représentent 11% de la collecte nationale, contre 5% en lait de vache, et 3% en lait de chèvre.

Cet essor du lait de brebis bio est contrebalancé par une demande en franc recul en 2022 (-23% en volumes), ce qui s'est traduit par la constitution d'excédents (et de déclassements) chez plusieurs opérateurs.

Hausse du prix payé aux livreurs

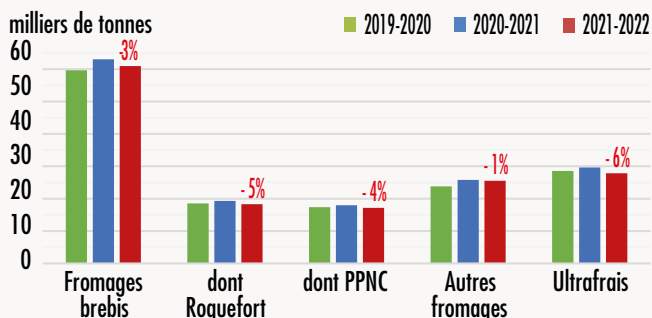
Le prix réel du lait de brebis a atteint 1 056 €/1 000 l en moyenne sur la campagne 2021-2022, en hausse de +2,3% par rapport à la campagne précédente (soit +24 €/1 000 l). Cette progression du prix payé s'explique par une hausse du prix de base standard de +1,5% (+16 €, à 1 029 €/1 000 l), combinée à un enrichissement de la teneur moyenne en matière grasse (MG). La teneur moyenne en matière protéique (MP) a été par ailleurs quasiment stable. La hausse du prix en Nouvelle-Aquitaine (+3,9%) a été supérieure à celle en Occitanie (+2,1%). Cette progression du prix représente un soutien au revenu des producteurs dans un contexte de forte augmentation du prix des matières premières. A la hausse négociée du prix du lait en début de campagne, s'est en effet ajoutée une revalorisation en cours d'année, face à la situation économique exceptionnelle. Mais cette augmentation du prix du lait n'a pas totalement compensé celle des charges dans les élevages (sur la campagne laitière, l'IPAMPA lait de brebis a progressé de +17,7%).



2 LAIT DE BREBIS EN FRANCE ET EN EUROPE

FABRICATIONS & CONSOMMATION

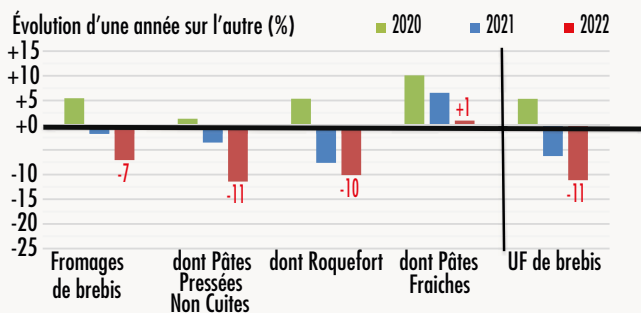
FABRICATIONS NATIONALES DE PRODUITS AU LAIT DE BREBIS



*PPNC : Pâtes Pressées non Cuites

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES ACHATS DES MÉNAGES (EN VOLUME) DE PRODUITS LAITIERS AU LAIT DE BREBIS

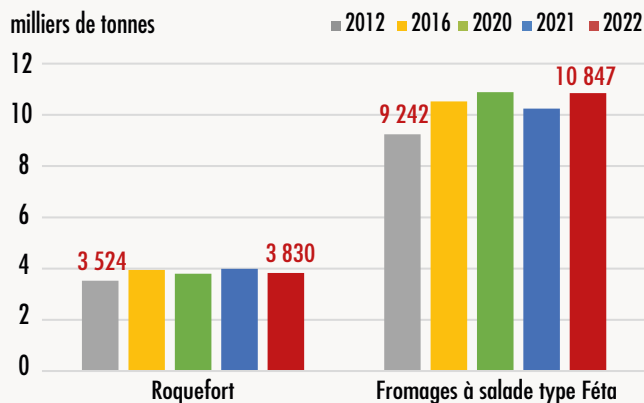


*PPNC : Pâtes Pressées non Cuites

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Kantar / FAM

EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2022

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES AU LAIT DE BREBIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Net repli des fabrications

La baisse de la collecte de lait de brebis a directement impacté les fabrications. Celles de fromages de brebis se sont repliées de -3% d'une campagne à l'autre, à 61 000 t. La tendance était plus franche pour les produits ultra-frais, impactés par une demande en forte baisse, dont les fabrications ont chuté de -6%, à 28 000 t.

Concernant les fromages, les baisses étaient généralisées : après un regain lors de la précédente campagne, les fabrications de Roquefort se sont de nouveau repliées, de -5%, totalisant 18 000 t. La production de pâtes pressées non cuites a elle aussi reculé, de -4% (dont -12% pour l'AOP Ossau Iraty, à 4 600 t). Les fromages à pâte molle ont moins reculé, de -2%. Seules les fabrications de la catégorie « Autres fromages », principalement composée de fromages à salade (de type Feta), ont bien résisté grâce à une demande mieux orientée en France et à l'export.

Face à l'inflation, la consommation marque le pas

Face au franc regain de l'inflation en 2022, la perte de pouvoir d'achat des ménages a abouti à des arbitrages de consommation : les produits au lait de brebis, onéreux et davantage positionnés sur une dimension « plaisir », ont particulièrement souffert.

Ainsi, l'ensemble des produits fromagers a vu ses ventes chuter, avec un repli de -5,5% pour les fromages de vache et de près de -7% pour les fromages pur brebis. Les achats de pâtes pressées non cuites sont retombées sous leur niveau de 2021 (-11%) et les achats de Roquefort ont poursuivi leur tendance baissière, fléchissant de -10%/2021. Seules les ventes de pâtes fraîches de brebis (fromages à salade de type Feta) ont bien résisté (+1%) : moins chers que les autres catégories fromagères, ces produits ont bénéficié à la fois de conditions climatiques favorables à leur consommation, ainsi que du retrait des exportations grecques en première partie de campagne.

Les achats de produits ultra-frais au lait de brebis ont chuté pour la 2^{ème} année consécutive, de près de -11% (contre -4% en lait de vache).

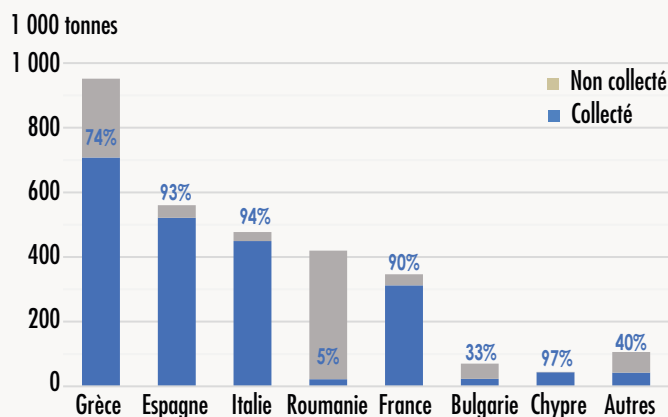
Les exportations de pâtes fraîches ne connaissent pas la crise

Alors que la collecte comme les fabrications de fromages ont dans l'ensemble baissé en France sur la dernière campagne, les exportations de fromages à pâte fraîche, type Feta, se portent bien : en 2022, elles ont retrouvé leur niveau de 2020, après un tassement en 2021. En 2022, les volumes exportés ont en effet augmenté de +6% /2021, principalement à destination de l'Allemagne (+9%, estimation prenant en compte le Luxembourg) – débouché majeur de ces fromages (grosse communauté turque) – pour atteindre 8 000 t en 2022.

Le Roquefort a *a contrario* vu ses envois baisser de -4% d'une année sur l'autre sur la même période, totalisant 3 830 t. Les envois vers les autres pays de l'UE (grande majorité des acheteurs) ont régressé, notamment vers l'Espagne (-6%) et l'Allemagne (-12%), mais ont progressé vers la Belgique (+10%) et les Pays-Bas (+1%). Les expéditions vers les États-Unis ont légèrement reculé (-1%, à 332 t), tout comme ceux vers le Royaume-Uni (-1%, à 312 t).

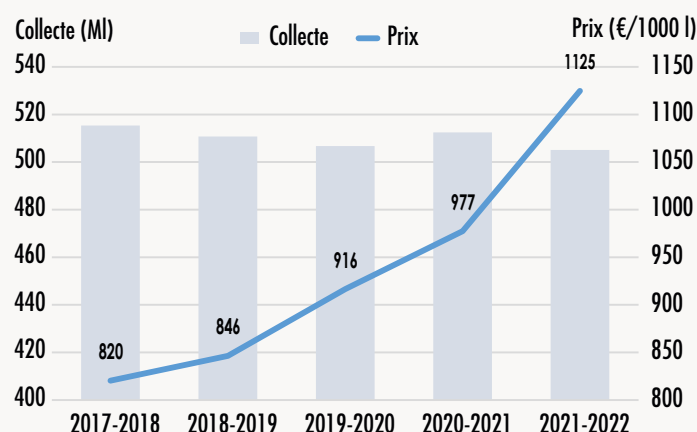
LA PRODUCTION DE LAIT DE BREBIS EN EUROPE

PRODUCTION ET COLLECTE DE LAIT DE BREBIS CHEZ LES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS DE L'UE-27 EN 2021



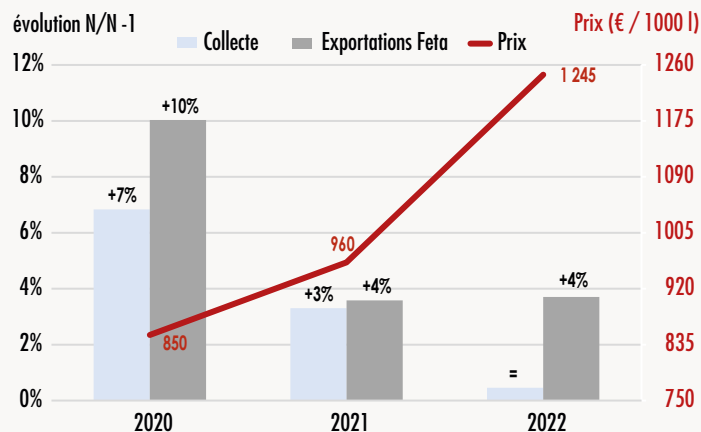
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

COLLECTE ET PRIX DU LAIT DE BREBIS EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEAGA

COLLECTE, EXPORTATIONS ET PRIX DU LAIT EN GRÈCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Elgo

Progression du prix payé aux producteurs européens

À près de 2,1 Mt en 2021, la collecte européenne de lait de brebis a été globalement stable d'une année sur l'autre. Elle se concentre à 94% en Grèce, Espagne, Italie et France. En 2022, le prix du lait de brebis a progressé dans tous ces pays, en raison de faibles disponibilités laitières à l'échelle européenne.

En Espagne : nouveau record de fabrications de Manchego

En **Espagne**, le prix du lait de brebis a progressé pour la 5^{ème} campagne consécutive, de +15%/2020-2021 à 1 125 €/1 000 l. Les coûts de production continuent toutefois aussi de monter en flèche.

À 505 MI, la collecte espagnole de lait de brebis a baissé de -1,5% (-7 MI) : quasiment stable (+0,2%) sur les 6 premiers mois de la campagne 2021-2022, elle a diminué de -3% (soit -8 MI) en seconde partie face à la flambée des charges. Comme le confirme le bond des réformes espagnoles en 2022 (+42%/2021), nombre d'éleveurs ont réduit leur cheptel pour tenter d'optimiser au mieux la productivité des brebis avec moins d'aliments. Alors que l'offre nationale peine à satisfaire la demande des laiteries depuis 2017, la chute du nombre de livreurs perdue (-7% en 2019, -6% en 2020, -4% en 2021 puis de nouveau -6% en 2022 au pic de collecte). Ce repli était jusque-là compensé par la hausse des volumes livrés par ferme. La nouvelle hausse des charges a particulièrement pénalisé les élevages intensifs de Castilla y León, qui ont vu leur production reculer de -2%/2021. En revanche, en Castilla-La Mancha, la collecte est restée haussière (+1%/2021) et les fabrications de Manchego ont atteint un record, à 18 000 t. L'écart du prix payé en 2022 dans ces deux régions s'est accru : 1 340 €/1 000 l (+0,23 €/l comparé à 2021) en Castilla-La Mancha, contre 1 083 €/1 000 l en Castilla y León (+0,13 €/2021). En 2023, l'apparition de la **clavelée** en Castilla-la Mancha fait craindre une chute de la production de Manchego (immobilisation des agneaux sur les exploitations qui va conduire à une baisse du lait collecté).

Une filière grecque plutôt résiliente face à l'inflation

En **Grèce**, l'inflation est parmi les plus fortes d'Europe (+9% en 2022), impactant le secteur agricole comme dans de nombreux pays. Toutefois, contrairement à ce que l'on observe en Espagne, les abattages de brebis n'ont pas augmenté et même reculé, de -2%/2021.

Selon les remontées du terrain, certains éleveurs choisiraient plutôt de baisser la quantité d'aliments distribuée aux brebis, impactant leur production laitière.

Malgré ce constat, la filière semble plutôt résiliente : sur la campagne 2021-2022, la collecte a augmenté de +1%, atteignant 713 000 t. D'une année sur l'autre, elle était quasiment stable : +0,5% entre 2021 et 2022.

Le prix du lait de brebis pour la campagne 2021-2022 a de nouveau nettement augmenté : +29%, passant de 928 à 1 193 €/t (moyenne pondérée). Depuis plusieurs années, la production laitière ne progresse pas suffisamment rapidement pour répondre à une demande très ferme, notamment pour la fabrication de Feta. 2022 marque en effet la 4^{ème} année consécutive de tension entre la faible croissance de la collecte (+0,5%/2021) et le dynamisme des exportations de Feta (+4%/2021, à 86 800 t), ce qui tire le prix du lait de brebis vers le haut.

En **Italie**, après un record lors de la précédente campagne, les fabrications de Pecorino se sont légèrement repliées en 2021-2022, à 32 600 t (-5%/2021), provoquant un creux des exportations (20 000 t, -8%/2021). La cotation du Pecorino-Romano s'est appréciée pour la 3^{ème} année consécutive, de +32%/2021, à 11,63 €/kg en 2022 (moyenne annuelle), après +37% entre 2019 et 2020 et +18% entre 2020 et 2021. Selon ISMEA, le prix moyen du lait de brebis italien a quant à lui atteint 1 350 €/1000 l (+23%/2021), poursuivant une tendance haussière à l'œuvre depuis 2019.

3

LA VIANDE OVINE EN FRANCE

Le disponible se redresse, mais reste modeste

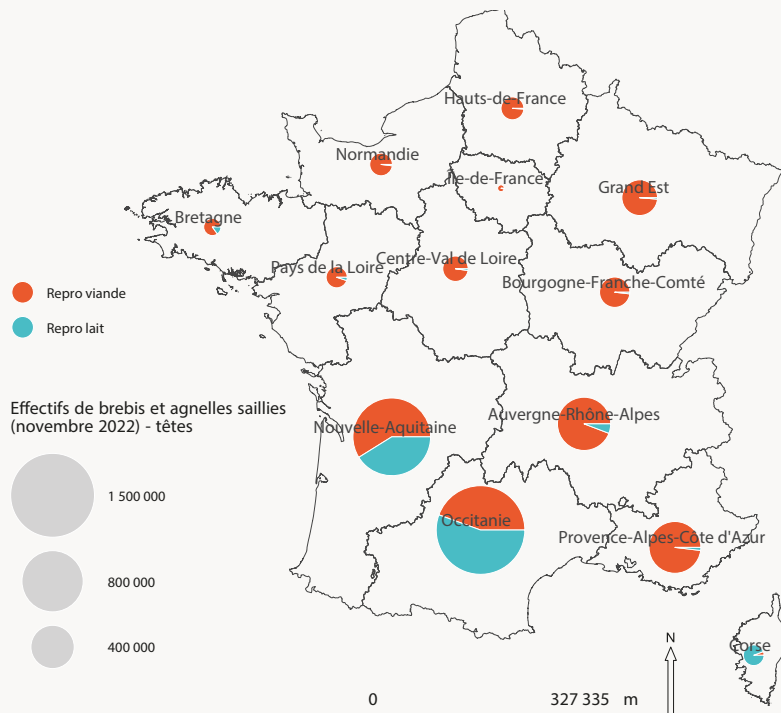
Oscillant autour des 80 000 téc depuis une dizaine d'années, la production ovine française est repartie à la baisse en 2022. Les importations françaises ont repris, en raison de plus fortes disponibilités sur le marché européen. L'offre française ne couvre plus que 46% de la consommation nationale, contre 48% en 2021. La consommation semble toutefois peu dynamique et impactée par l'inflation, la conjoncture confirme ainsi une tendance de long terme.

La hausse du prix des agneaux (+8,3%) traduit cet équilibre entre offre et demande à un bas niveau, ainsi que les effets de l'inflation qui impactent les prix au consommateur et les coûts de production en ferme. Face à la sécheresse et à l'inflation, les réformes se sont accélérées au 2nd semestre 2022, impactant les cheptels reproducteurs lait comme viande.



CHEPTEL 2022

CHEPTELS RÉGIONAUX DE BREBIS ET AGNELLES SAILLIES EN 2022



4,8 millions

C'était le nombre de brebis et d'agnelles saillies présentes en France en 2022.

D'après les résultats extrapolés de l'enquête cheptel du SSP, le cheptel français en 2022 se composait de 4,8 M de brebis et agnelles saillies, en recul de -6% /2021.

La tendance baissière, à l'œuvre depuis les années 1980 (le cheptel national approchait les 10 M de têtes) s'est accélérée en 2022 sous l'effet de la sécheresse estivale couplée à la hausse du prix des aliments.

À partir du 2nd semestre, les abattages d'ovins adultes ont nettement progressé, diminuant d'autant les effectifs français de reproducteurs.

Les quatre régions du sud de la France (Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur) concentrent l'essentiel du cheptel reproducteur ovien (86% en 2022).

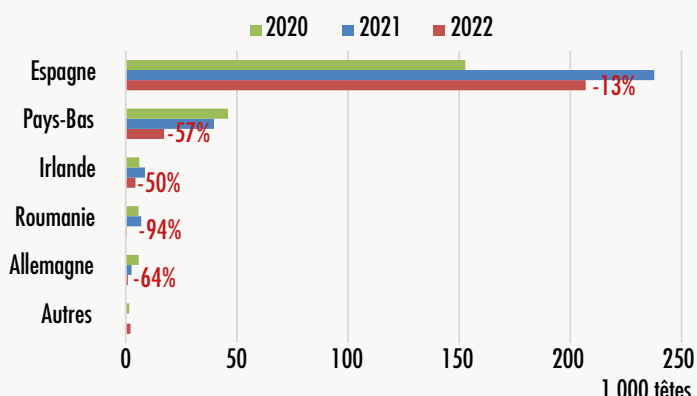


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP
Cartographie Cartes & Données - © Artique

ÉCHANGES D'OVINS VIVANTS 2022

IMPORTATIONS D'OVINS VIVANTS

Les importations françaises d'ovins vivants ont reculé, de -22% d'une année sur l'autre en 2022, soit -65 000 têtes.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

236 000 têtes

C'est le nombre d'ovins vivants importés en France en 2022.

Cette baisse globale est due au repli des importations d'agneaux (-27% /2021 à 211 000 têtes, soit -78 000 têtes), provenant majoritairement d'**Espagne** (-19% à 184 000 têtes) et, dans une moindre mesure, des **Pays-Bas*** (-56% à 17 000 têtes).

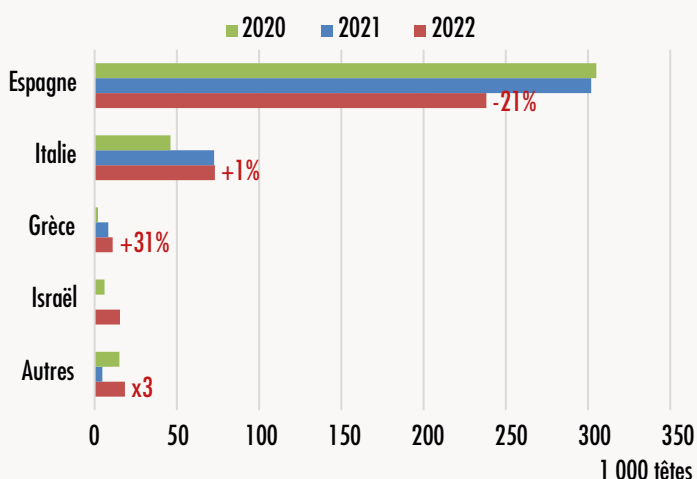
Les importations d'ovins adultes, également principalement issues d'**Espagne**, ont quant à elles plus que doublé entre 2021 et 2022 (de 12 000 à 25 000 têtes).

Malgré un ralentissement des flux d'agneaux en 2022, l'**Espagne** reste de loin notre 1^{er} fournisseur d'ovins vifs, avec 207 000 têtes, soit -13% /2021. Les imports d'ovins vifs ont représenté 6% des abattages français en 2022, contre 7% en 2021.

*Attention, le port de Rotterdam aux Pays-Bas est une plaque tournante.

EXPORTATIONS D'AGNEAUX VIVANTS

Après un regain, les envois d'agneaux sont repartis à la baisse en 2022, avec 356 000 têtes exportées (-8%).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

-31 600 têtes

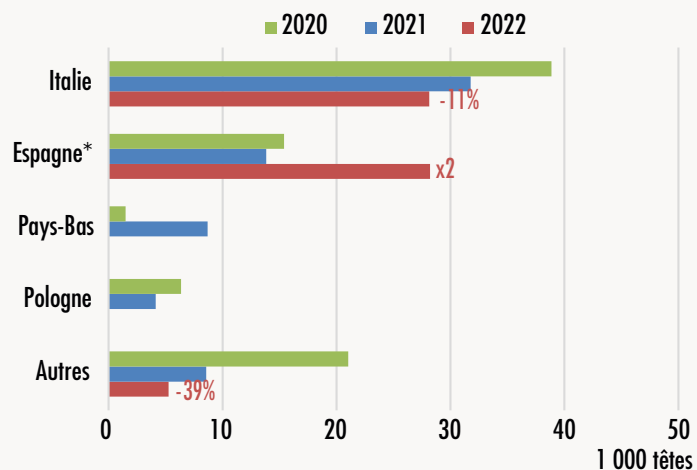
C'est le recul des exportations françaises d'agneaux vivants en 2022.

Le dynamisme des envois d'agneaux vers l'**Italie** (+1% à 73 000 têtes), la **Grèce** (+31% à 11 000 têtes) et la reprise des envois vers **Israël** (15 000 têtes), n'ont pas suffi à contrebalancer le repli des envois vers l'**Espagne** (-21% à 238 000 têtes), de loin notre 1^{er} débouché.

Même s'ils sont restés faibles, les envois vers le Liban ont triplé entre 2021 et 2022, à 3 500 têtes, tandis que ceux vers la Libye n'ont toujours pas repris.

EXPORTATIONS D'OVINS ADULTES VIVANTS

Après un pic en 2020, les envois français d'ovins adultes vivants se sont de nouveau repliés en 2022 (-8% /2021).



*décembre 2022 estimé
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

-5 400 têtes

C'est la baisse des exportations françaises d'ovins adultes vivants en 2022.

En 2022, les exportations d'ovins adultes vers l'**Italie** et l'**Espagne** ont été numériquement identiques, à 28 000 têtes. D'une année sur l'autre, elles ont reculé de -11% vers l'Italie mais plus que doublé vers l'Espagne.

Alors qu'elles atteignaient 9 000 têtes en 2021, les expéditions vers les **Pays-Bas** ont été stoppées en 2022. De même vers la **Pologne**, qui avait acheté près de 4 000 ovins adultes français en 2021.

Des envois vers la **Suisse**, la **Grèce** et le **Liban** ont été constatés (respectivement 1 500, 3 000 et 600 têtes).

Comme chaque année, les envois d'ovins toutes catégories se sont principalement orientés vers l'**Espagne** et l'**Italie**, avec des agneaux majoritairement issus du cheptel laitier et expédiés surtout pour les fêtes de fin d'année.

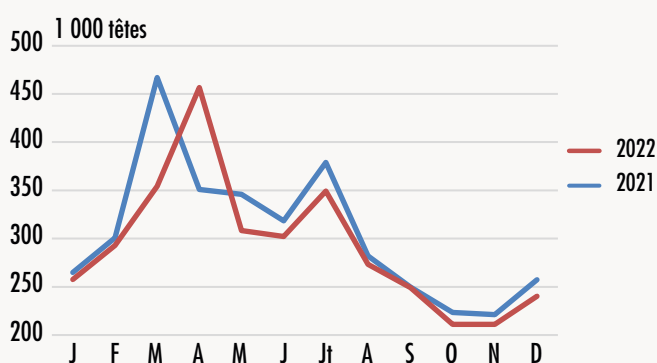
3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

79 290 téc

C'est la quantité de viande ovine abattue en France en 2022.

PRODUCTION 2022

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'AGNEAUX



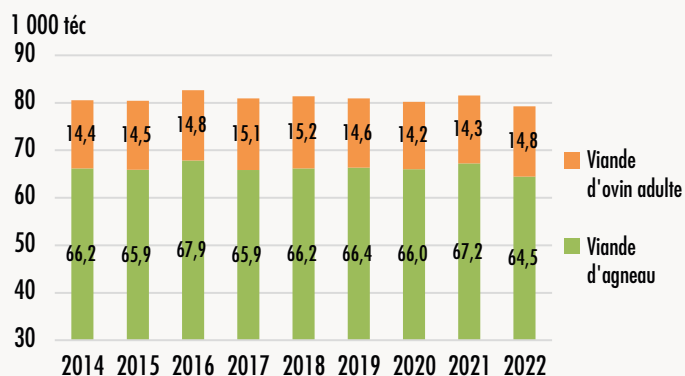
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

À 3,5 millions de têtes au total, les abattages contrôlés d'agneaux ont régressé en 2022 (-4% /2021).

Les sorties d'agneaux des exploitations françaises ont reculé en 2022 (-3% soit -108 000 têtes /2021), à 3,5 millions de têtes. Les importations d'agneaux vivants ont également chuté (-27% soit -78 000 têtes) ne permettant pas de contrebalancer la baisse des effectifs français. Les exportations étaient elles aussi en retrait de -8% (-32 000 têtes). *In fine*, les abattages d'agneaux en France ont reculé d'une année sur l'autre (-4% soit -154 000 têtes /2021).

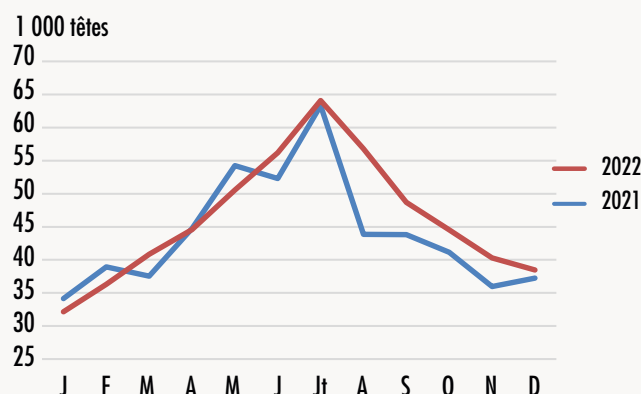
Au 1^{er} semestre les effectifs d'agneaux abattus sont restés inférieurs à ceux de 2021, même lors du pic des sorties pour Pâques, qui a été moins élevé. À l'automne, ils ont traditionnellement baissé tout en restant en-deçà de leur niveau de 2021. Le cours déjà historiquement élevé de l'agneau lourd entrée abattoir ainsi que la flambée du prix des intrants n'ont pas incité beaucoup d'éleveurs à reporter les sorties.

VIANDE D'OVINS ABATTUS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

ABATTAGES CONTRÔLÉS D'OVINS ADULTES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

Les abattages contrôlés d'ovins adultes ont progressé au 2nd semestre 2022, illustrant une hausse des réformes et des importations de vif.

Sous l'effet de disponibilités contraintes en aliments et fourrages – en lien avec la sécheresse et l'inflation – les sorties de réformes ovines des exploitations françaises ont progressé entre 2021 et 2022, de +1,5%, à 590 000 têtes. La baisse des expéditions de réformes françaises (-8% à 61 600 têtes) a aussi contribué à étoffer ces abattages.

Toutefois, c'est aussi le doublement des importations d'ovins adultes vivants, surtout espagnols, qui explique cette hausse des abattages d'ovins adultes en 2022 (+5% /2021, à 553 400 têtes).

Malgré une augmentation des abattages d'ovins adultes, la baisse des effectifs abattus d'agneaux et l'allègement des carcasses des réformes ont induit un recul de -3% des abattages français d'ovins en 2022 (à 79 290 téc).

Après avoir légèrement progressé en 2021, le poids de carcasse moyen des agneaux français s'est maintenu entre 2021 et 2022 (+0,1%, à 18,4 kgéc). Face à des effectifs abattus en baisse, la production abattue de viande d'agneau a donc reculé, de -4% /2021, à 64 500 téc.

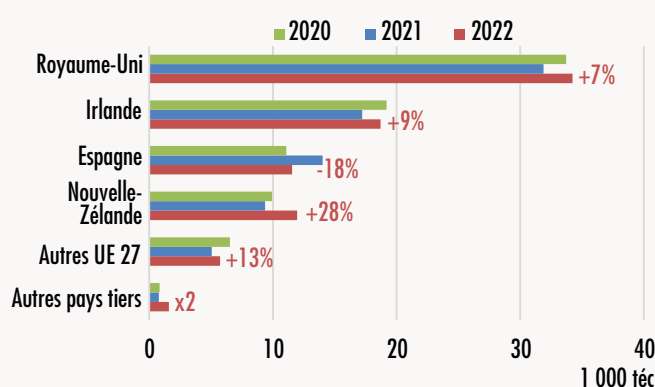
Après une hausse en 2021, le poids carcasse moyen des réformes a diminué en 2022 (-1% /2021 à 26,8 kg), illustrant des abattages précoces sous l'effet d'un manque d'aliments ou de fourrages. Ainsi, les abattages d'ovins adultes en volume ont légèrement moins progressé qu'en effectifs, de +4%, atteignant 14 800 téc.

83 800 téc

C'est le volume de viande ovine importée à destination du marché français en 2022.

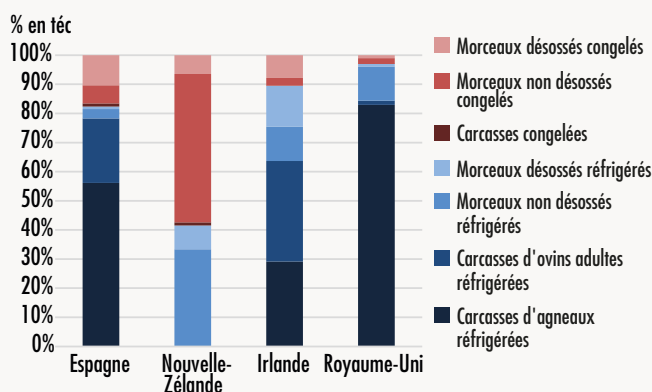
IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE 2022

ORIGINE DES IMPORTATIONS FRANÇAISES*



*Volumes 2021 et 2022 calculés en soustrayant le ré-export estimé de viande ovine britannique
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

TYPES DE VIANDES OVINES IMPORTÉES**



* Volume estimé et destiné au marché (après neutralisation du ré-export)
**Données brutes avant correction pour Royaume-Uni
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises

Les importations françaises de viande ovine ont augmenté en 2022, de +7% /2021. À 83 800 téc*, elles restaient toutefois 10% sous la moyenne 2015-2019, avant le covid-19. D'une année sur l'autre, les achats ont progressé en provenance de nos principaux fournisseurs : Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande et Irlande, exception faite de l'Espagne.

À partir de 2021, la répartition des formes de viande ovine importées en France a été modifiée : pour faciliter ses envois *post-Brexit*, le Royaume-Uni a fait transiter par la France une part de ses expéditions de viande ovine vers ses clients de l'UE-27 (Allemagne, Italie, Pays-Bas...). La part de carcasses réfrigérées dans le total importé en France est donc « gonflée » par de la viande britannique en transit, volumes également comptabilisés dans les exportations françaises.

En 2022, la majeure partie des importations de viande ovine provient toujours du Royaume-Uni, dont l'essentiel est réfrigéré, avec près de la moitié des volumes réfrigérés qui sont des carcasses d'agneau et près d'un quart des carcasses d'ovins adultes. Les découpes représentent quasiment un tiers des volumes totaux importés et comprennent la totalité de la viande ovine néozélandaise. Viennent ensuite les morceaux non désossés réfrigérés, puis les morceaux désossés réfrigérés, suivis de ceux non désossés congelés et enfin des désossés congelés. Malgré des volumes disponibles plus élevés, le prix moyen des viandes ovines importées (réexport compris) s'est apprécié de +0,48 € d'une année sur l'autre, à 7,45 €/kg éc en 2022. Conséquence de cotations élevées chez nos principaux fournisseurs.

Après une année 2021 très compliquée au Royaume-Uni (effondrement de la production et des exportations de viande ovine *post-Brexit*), la situation s'est améliorée. En 2022, la hausse des importations britanniques de viande ovine, couplée à une reprise de leurs sorties d'agneaux, a accru les disponibilités pour l'export, notamment vers la France, dont le Royaume-Uni est demeuré le 1^{er} fournisseur, préservant 41% des parts de marché. 83% des volumes de viande ovine britannique importés en France étaient des carcasses d'agneaux réfrigérées, contre 86% en 2021 (volumes réexportés inclus). Leur prix moyen s'est établi

à 7,37 €/kg éc, soit +3% /2021.

Malgré une baisse de la production et des envois néozélandais en 2022, le recul temporaire de la demande chinoise a dégagé des disponibilités de viande ovine sur le marché mondial et provoqué un rebond des expéditions vers la France (+28% à 12 000 téc, soit 14% des imports français, contre 12% en 2021 et 2020). Cette réorganisation des flux s'est aussi traduite par une hausse de la part de viande congelée exportée vers la France (59% contre 42% en 2021). Cette viande est entièrement découpée, et pour moitié constituée de gigots (55% des volumes). Le prix moyen de la viande ovine néozélandaise importée en France a bondi en 2022, de +30% à 8,45 €/kg éc.

En Irlande, les envois d'ovins vifs nord-irlandais vers le Sud de l'île se seraient partiellement rétablis et, conjugués à une hausse des sorties d'agneaux irlandais, ils ont permis des abattages plus dynamiques. Les importations françaises de viande irlandaise ont alors augmenté de +9% /2021, à 19 000 téc. Leur part de marché s'est maintenue à 22% en 2022. Elles sont principalement constituées de carcasses réfrigérées d'agneaux (29% en 2022 au prix moyen de 7,42 €/kg éc), de carcasses réfrigérées d'ovins adultes (35%) et de découpes réfrigérées (14%).

Dynamiques en 2021, les importations françaises de viande ovine espagnole se sont repliées en 2022, de -18%, à 11 600 téc, pour retrouver la part de marché de 2020 : 14% des achats français (18% en 2021). Ces importations comptaient notamment 56% de carcasses d'agneaux réfrigérées, 6% plus chères qu'en 2021 (à 7,16 €/kg éc), et 22% de carcasses d'ovins adultes réfrigérées. L'Espagne a davantage misé sur les envois de vif en 2022.

* Volume estimé et destiné au marché (après neutralisation du ré-export)

3 LA VIANDE OVINE EN FRANCE

46%

C'est la part de viande ovine française dans la consommation nationale en 2022.

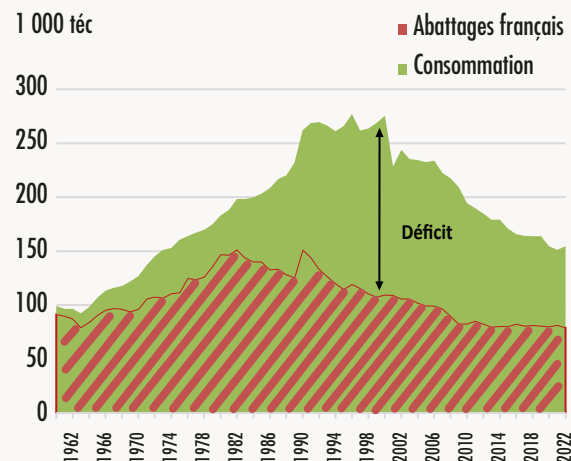
CONSOMMATION 2022

BILAN FRANÇAIS DE VIANDE OVINE

(1 000 téc)	2000	2010	2019	2020	2021	2022	2022/21
Abattages contrôlés	110	83	81	80	82	79	-3%
Imports vifs	10	7	2	3	4	3	-20%
Exports vifs	7	10	4	5	4	4	=
Production indigène brute	107	85	83	82	82	80	-2%
Imports viande	175	121	91	81	78	84	+7%
Exports viande	9	9	8	7	8	8	=
Consommation	275	195	164	155	151	155	+2%
Population (millions hab.)	61	65	67	67	68	68	=
Consommation/hab. (en kgéc)	4,6	3,0	2,4	2,3	2,2	2,3	+2%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

ÉVOLUTION DU DÉFICIT FRANÇAIS EN VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP, les Douanes françaises et Eurostat

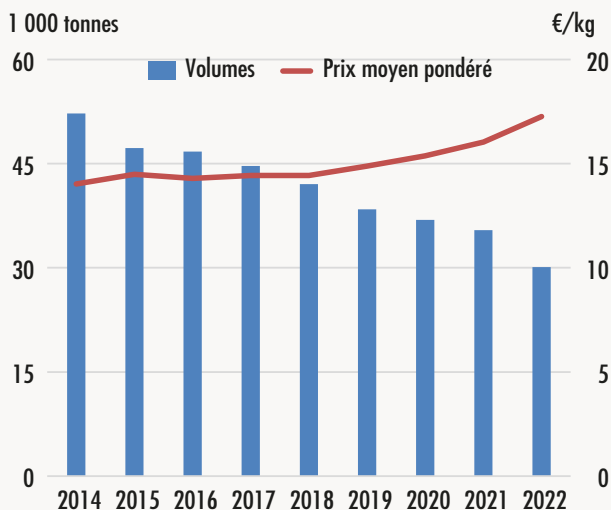
Légère reprise du disponible en viande ovine en 2022

Les abattages français étant en recul, c'est avant tout le regain des importations de viande ovine qui a permis d'augmenter les disponibilités pour la consommation française en 2022. Calculée par bilan (abattages + importations - exportations de viande ovine), celle-ci a gagné 3 200 téc, à 155 000 téc. Elle a ainsi retrouvé son niveau de 2020. La consommation par habitant est ainsi estimée à 2,3 kg équivalent carcasse en 2022, soit +2% /2021, mais toujours moitié moins qu'en 2000. Malgré un léger redressement, la consommation française de viande ovine (d'agneau, surtout) diminue sur le temps long et les acteurs de la filière redoutent une moindre présence et une perte de visibilité de leurs produits dans les rayons boucherie.

Avec le regain des importations de viande ovine, la part de la viande issue des abattages français dans la consommation nationale a diminué, retombant à 46% (contre 47% en 2020 et 48% en 2021). Le reste est assuré notamment par les viandes britannique (22%), irlandaise (12%), espagnole (7%) et néozélandaise (8%), dont les parts de marché ont donc augmenté (sauf pour l'Espagne).

Dans un contexte de crise du pouvoir d'achat, les ventes d'agneau ont factuellement baissé et la divergence entre les données de consommation par bilan et les volumes effectivement achetés par ménages et la RHD en 2022 (remontées terrain et données Kantar) pourrait s'expliquer par la constitution de stocks de viande ovine (ex : viande congelée néo-zélandaises), comme c'est le cas dans plusieurs pays européens.

ACHATS DE VIANDE OVINE* PAR LES MÉNAGES FRANÇAIS



*Viande ovine hors élaboré

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Kantar Worldpanel/FranceAgriMer

D'après les données extrapolées du panel Kantar, les achats de viande ovine par les ménages français (hors restauration hors domicile) ont baissé de -14% en 2022 par rapport à 2021.

Cette baisse a touché toutes les espèces dans un contexte de crise du pouvoir d'achat.

2021 ayant été une année encore marquée par les confinements, la comparaison avec 2019 paraît plus juste. Elle montre une accentuation de la baisse avec -22% en 2022 /2019.

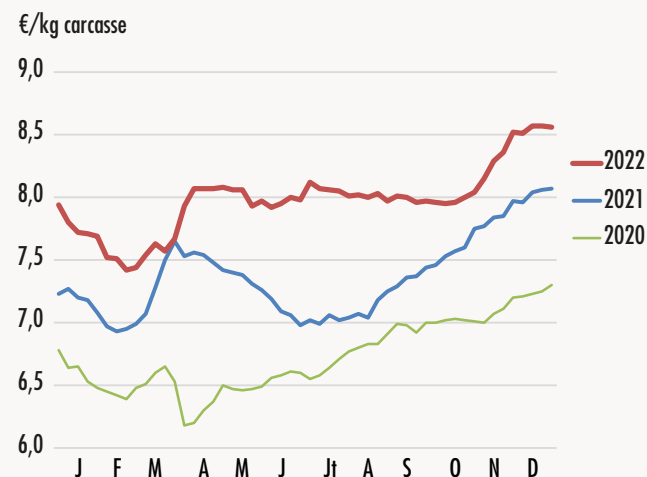
La hausse du prix moyen de cette viande a participé à ce net repli des achats et cela s'est traduit par la diminution du nombre d'acheteurs.



COTATION 2022

COTATION DE L'AGNEAU FRANÇAIS

À 7,98 €/kg de carcasse en moyenne annuelle, la cotation de l'agneau français s'est envolée en 2022, de +0,61 €/kg par rapport à 2021.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

7,98 €/kg de carcasse

C'était la cotation moyenne de l'agneau entrée abattoir en France en 2022 (+8%)

Des prix déjà élevés en début d'année

La cotation de l'agneau lourd entrée abattoir a débuté l'année bien au-dessus de son niveau des années précédentes. En 2021, le traditionnel pic de prix lié à la demande de Pâques avait été net, contrairement à 2020 très perturbée par le confinement. En 2022, les prix déjà élevés et le contexte inflationniste se sont traduits par une attitude prudente des distributeurs et des commandes tardives aux abatteurs. Le pic de prix pascal, positionné en raison du calendrier 2 semaines plus tard qu'en 2021, a donc été d'ampleur un peu moindre.

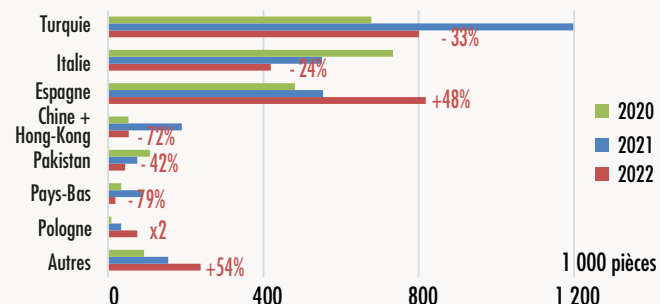
Pas de creux entre Pâques et Noël

Après Pâques, la traditionnelle baisse saisonnière n'a pas eu lieu. Le recul de l'offre, en particulier entre mai et juillet a compensé la baisse des achats. L'offre et de la demande se sont équilibrés à de bas niveaux, maintenant ainsi le cours autour des 8€/kg d'avril à octobre. En fin d'année, la baisse saisonnière des abattages a entraîné une reprise de la cotation. Durant les fêtes de fin d'année, celle-ci a dépassé la barre des 8,50 €/kg.

EXPORTATIONS DE PEaux D'OVINS 2022

Après une reprise post-covid en 2021, les flux mondiaux de peaux lainées sont retombés en 2022. Ceux de laine ont été globalement stables.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PEaux D'OVINS LAINÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Douanes françaises

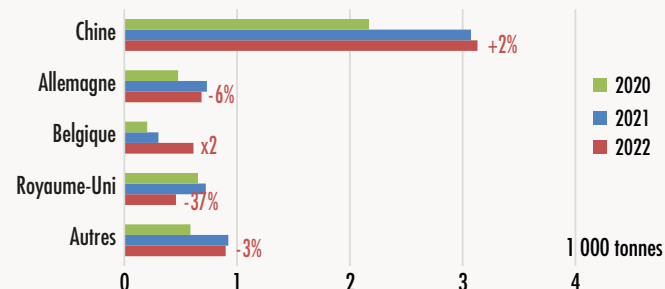
Après s'être redressées en 2021, les exportations françaises de peaux lainées sont reparties à la baisse en 2022 (-13% /2021, à 2,5 M de pièces).

Les envois de peaux lainées d'agneaux (82% des envois) ont reculé de -2% d'une année sur l'autre après un bond en 2021. À 5,10 €/pièce, leur prix moyen a par ailleurs fortement augmenté, de +45% /2021. En 2020, ce prix avait atteint son plus bas niveau depuis 2009.

Après avoir chuté de -25% entre 2020 et 2021, les envois de peaux lainées d'ovins adultes ont progressé de +42% en 2022, atteignant 433 000 pièces. Après s'être effondré en 2021 (2,25 €/pièce), le prix unitaire s'est rétabli, à 5,78 €/pièce.

EXPORTATIONS DE LAINE 2022

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE LAINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Douanes françaises

Après avoir été divisées par deux entre 2019 et 2020, les exportations françaises de laine ont rebondi en 2021, puis se sont stabilisées en 2022 (+1% /2021).

Les envois ont régressé vers l'Allemagne et le Royaume-Uni, mais la hausse vers la Chine, 1^{er} client de la laine française, et le doublement des envois vers la Belgique, ont contrebalancé ces baisses.

Après plusieurs années de baisse, leur prix unitaire est remonté de +10% /2021, à 1,36 €/kg, mais est resté presque trois fois moins élevé que le niveau atteint au début des années 2000...



4

LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE



Le marché s'alourdit à partir du 2nd semestre 2022

Avec un franc repli des exportations et des abattages stables, la forte hausse des importations de viande ovine s'est traduite par une hausse des disponibilités dans l'UE à 27 en 2022. Au 2nd semestre, la baisse de la demande des consommateurs sur le marché européen (inflation) a coïncidé avec un recul de la demande de deux des plus gros importateurs mondiaux : la Chine et les USA, libérant autant de viande néozélandaise sur le marché mondial (notamment congelée). Dans le même temps, une hausse des exportations britanniques sur le marché européen a aussi été observée. L'offre recouvrant largement la demande, des stocks de viande ovine se seraient ainsi constitués dans toute l'UE. Le début d'année 2023 s'annonce compliqué pour les exportateurs, avec des volumes bien supérieurs aux besoins, ce qui pèse sur les prix.

45,8 millions de têtes

C'était le cheptel estimé de brebis et d'agnelles saillies dans l'Union européenne à 27 en décembre 2022

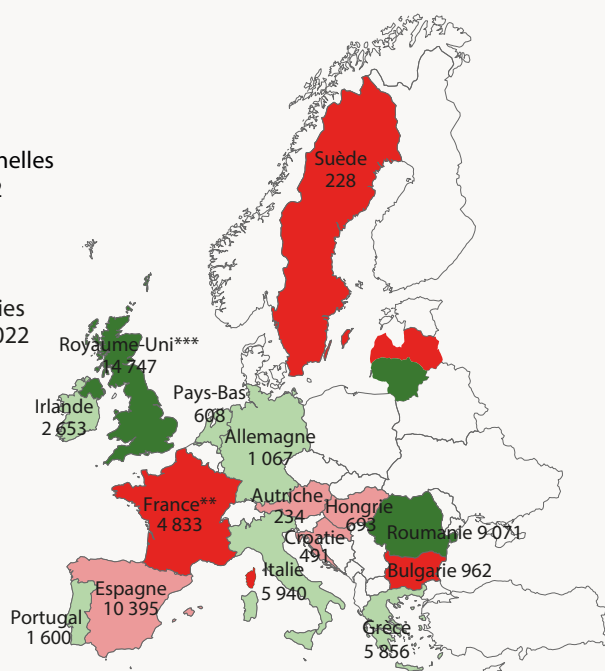
CHEPTEL 2022

LOCALISATION DES BREBIS ET AGNELLES SAILLIES DANS L'UNION EUROPÉENNE*

Effectifs de brebis et d'agnelles saillies en décembre 2022 (en milliers de têtes)

Évolution du cheptel de brebis et agnelles saillies entre déc. 2021 et déc. 2022

- de -9 à -5 %
- de -5 à -2 %
- de -2 à +2 %
- de +2 à +5 %



D'après nos estimations, le cheptel ovin reproducteur de l'UE à 27 a de nouveau régressé entre fin 2021 et fin 2022, de -1,2%. Les hausses de certains cheptels, comme en Roumanie (+305 000 têtes), en Italie (+73 000) ou en Grèce (+46 000), n'ont pas suffi à contrebalancer le net repli des cheptels espagnol (-420 000 têtes), français (-305 000) et bulgare (-91 000).

* Seuls les cheptels supérieurs à 150 000 têtes sont indiqués sur la carte.

** Attention, les évolutions de l'enquête cheptel du SSP d'une année sur l'autre sont à prendre avec précaution. Ce sont des estimations de cheptels effectuées chaque année, au mois de novembre.

*** On mentionne le cheptel britannique, même post-Brexit, qui est essentiel dans la dynamique des marchés de l'agneau en Europe (source DEFRA).

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et Eurostat
Cartographie Cartes & Données - © Artique

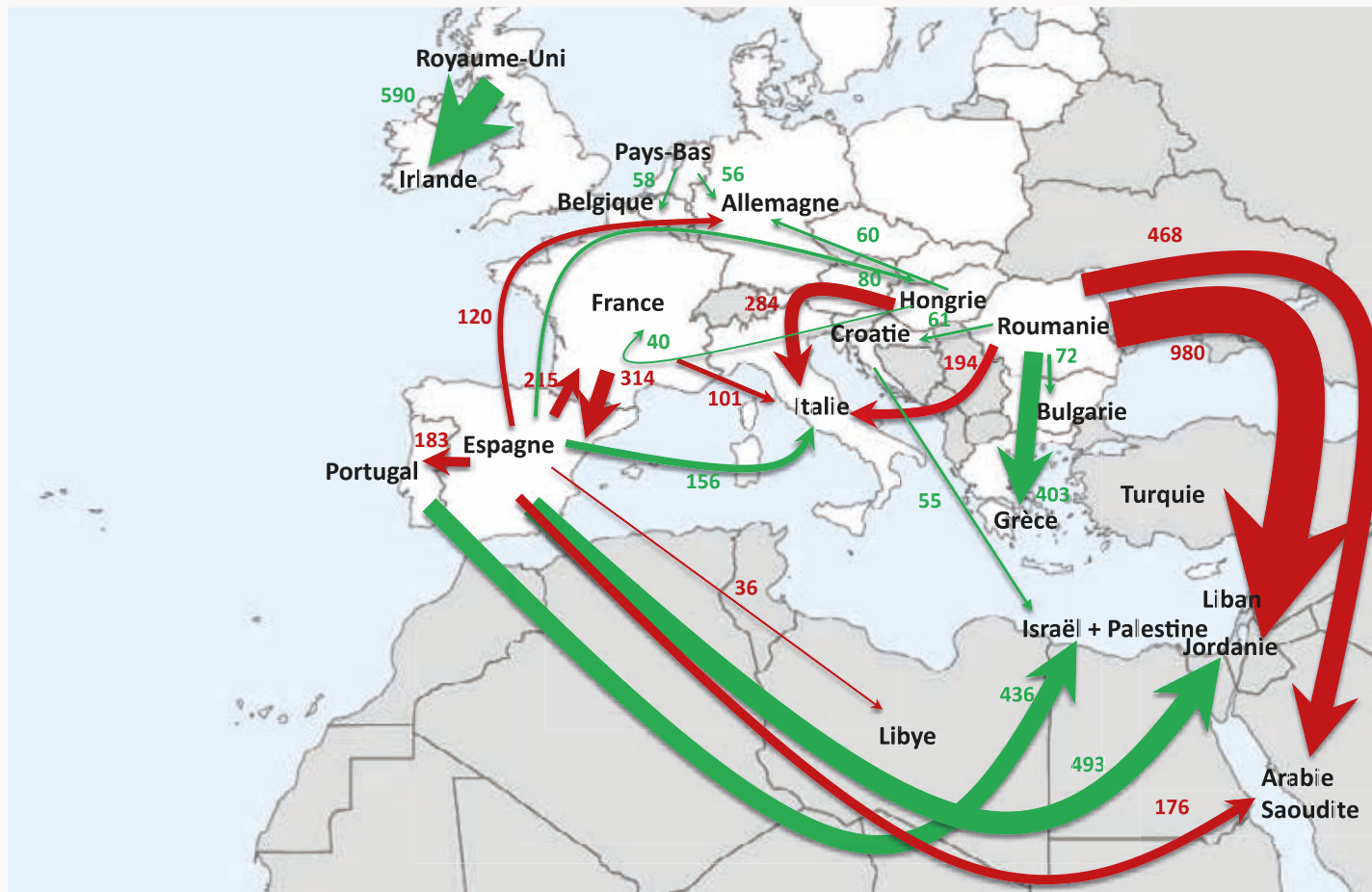
FLUX D'OVINS VIVANTS 2022

PRINCIPAUX FLUX D'OVINS VIVANTS* (EN 1 000 TÊTES)

Les exportations européennes d'ovins vivants vers les pays tiers, essentiellement du pourtour méditerranéen, ont progressé en 2022. La hausse des envois vers la Jordanie explique en grande partie cette évolution.

2,8 millions de têtes

C'est le nombre d'ovins vivants exportés par l'Union européenne vers les pays tiers en 2022.

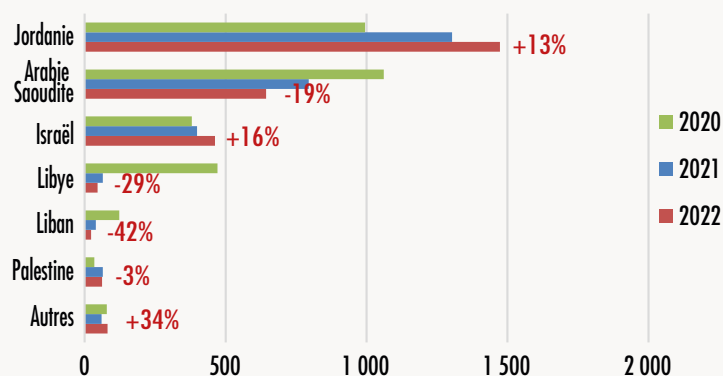


*Milliers d'ovins vivants (agneaux + ovins adultes ; hors reproducteurs) selon les douanes des pays exportateurs. Seuls les flux de plus de 30 000 ovins sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2021 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS EUROPÉENNES D'OVINS VIVANTS PAR DESTINATIONS

Les envois de l'UE à 27 étaient constitués à 62% par des agneaux contre 67% en 2021 et 61% en 2020.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Malgré une nouvelle baisse des **envois européens d'ovins** à destination de l'Arabie Saoudite (-19%/2021, à 644 000 têtes), le Liban (-42%, à 23 000 têtes), et la Libye (-29%, à 46 000 têtes), la progression des expéditions vers la Jordanie (+13%, à 1,5M de têtes) et Israël (+16%, à 462 000 têtes) a contribué à l'augmentation de +2% du total des exportations d'ovins de l'UE à 27 en 2022, à 2,7 M de têtes.

Les exportations européennes d'**agneaux vivants** ont pratiquement **doublé** , passant de 907 000 à 1,7 M de têtes entre 2021 et 2022. Les envois vers la **Jordanie** ont triplé (+627 000 têtes) et ceux vers l'**Arabie Saoudite** ont gagné +60% (+98 000 têtes).

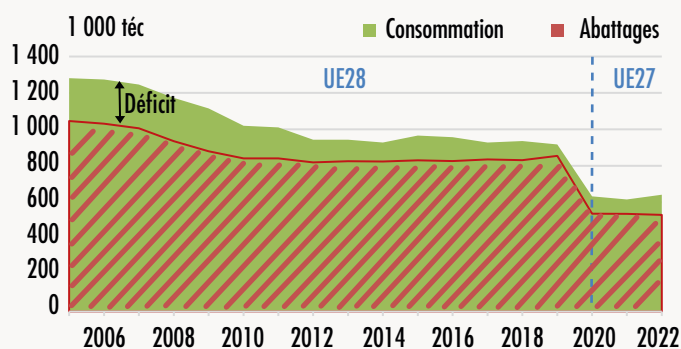
Les expéditions d'**ovins adultes** ont à l'inverse chuté de -42%/2021, totalisant 1M de têtes, via la baisse de -43% des envois vers la Jordanie (630 000 têtes). Les envois roumains vers la Jordanie s'étant momentanément stoppés en octobre et novembre 2022.

La **Roumanie** confirme sa position de 1^{er} exportateur communautaire avec 55% des envois vers les pays tiers, en hausse de +16%/2021, à 1,5 M de têtes. Viennent ensuite l'**Espagne**, avec 26% des envois vers les pays tiers (contre 15% en 2021), en hausse de +73%/2021 à 725 000 têtes, puis le **Portugal**, avec 16% des envois (contre 15% en 2021), en hausse de +4%/2021 à 436 000 têtes.

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE

PRODUCTION ET CONSOMMATION

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE DANS L'UE À 27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'UE À 27

1 000 téc	2019	2020	2021	2022	2022/21
Abattages	519	537	536	537	=
Importations de viande	150	143	119	146	+23%
Exportations de viande	46	47	37	35	-6%
Consommation par bilan	623	633	618	647	+5%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et le SSP

La consommation a augmenté avec la hausse des importations de viande ovine

D'après nos estimations, la production de viande ovine dans l'UE à 27 a stagné entre 2021 et 2022 (+0,1%), atteignant 537 000 téc : l'importante hausse des abattages en Roumanie (+8%/2021 à 79 000 téc, soit +6 000 téc) et en Irlande (+7%, à 68 000 téc, soit + 5 000 téc) ont contrebalancé les baisses en Bulgarie (-28%), en France (-3%), en Allemagne (-3%), en Belgique (-23%), en Espagne (-1%) et en Grèce (-3%).

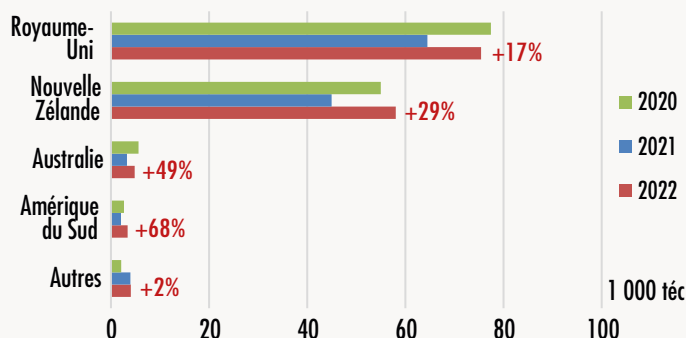
Les exportations de viande ovine de l'UE à 27 à destination des pays tiers ont de nouveau baissé d'une année sur l'autre (-6%/2021), tandis que les flux intra-UE ont encore augmenté (+9%). Les importations en provenance des pays tiers ont par ailleurs franchement progressé (+23%/2021), surtout en provenance du Royaume-Uni et de Nouvelle-Zélande, inversant la tendance à l'œuvre entre 2020 et 2021. L'augmentation des importations extra-communautaires et la baisse des exportations, avec une production abattue stable, ont accru les disponibilités en viande ovine dans l'UE-27 (+5%, à 647 000 téc).

Associée à un très léger regain de la population européenne en prenant en compte les 5 millions de réfugiés ukrainiens (+1% à 452 millions d'habitants), la consommation de viande ovine par habitant a gagné +4% d'une année sur l'autre, à 1,43 kg équivalent carcasse. Le taux d'auto-alimentation européen en viande ovine a baissé, passant de 87% à 83% entre 2021 et 2022.

*La pertinence inégale des chiffres nationaux d'abattage remontés à Eurostat et l'existence d'une part non négligeable d'abattages hors abattoirs contrôlés dans certains pays rendent difficile le chiffrage de la production européenne de viande ovine. Les données présentées ici sont donc des estimations (abattages redressés pour la plupart des pays européens, à l'exception de la France) qui pourront être soumises à révision à l'avenir.

IMPORTATIONS 2022

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE À 27



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

146 000 téc

C'est le volume de viande ovine importé par l'UE à 27 en provenance des pays tiers en 2022.

Après des années de baisse, les achats européens (UE à 27) de viande ovine ont augmenté en 2022 (+23% soit +27 000 téc /2021).

La situation s'est améliorée pour la filière ovine britannique en 2022 et leurs envois de viande ovine vers l'UE à 27 ont alors augmenté, de +17% /2021, à 75 000 téc en 2022. *Post-Brexit*, le **Royaume-Uni** est de loin le 1^{er} fournisseur de l'UE à 27, avec 52% des volumes totaux. Vient ensuite la **Nouvelle-Zélande**, avec 40% des volumes, qui a accru ses expéditions de +29%/2021, à 58 000 téc, puis l'**Australie** (+50%/2021 à 4 800 téc) et l'**Amérique du Sud** (+70% à 3 400 téc).

Les **prix** mondiaux se sont encore appréciés en raison d'une offre toujours réduite face à la demande mondiale : la valeur moyenne des viandes importées a bondi de +16%/2021, à 9,20 €/kg éc. en moyenne.

ÉCHANGES DE VIANDE OVINE EN 2022

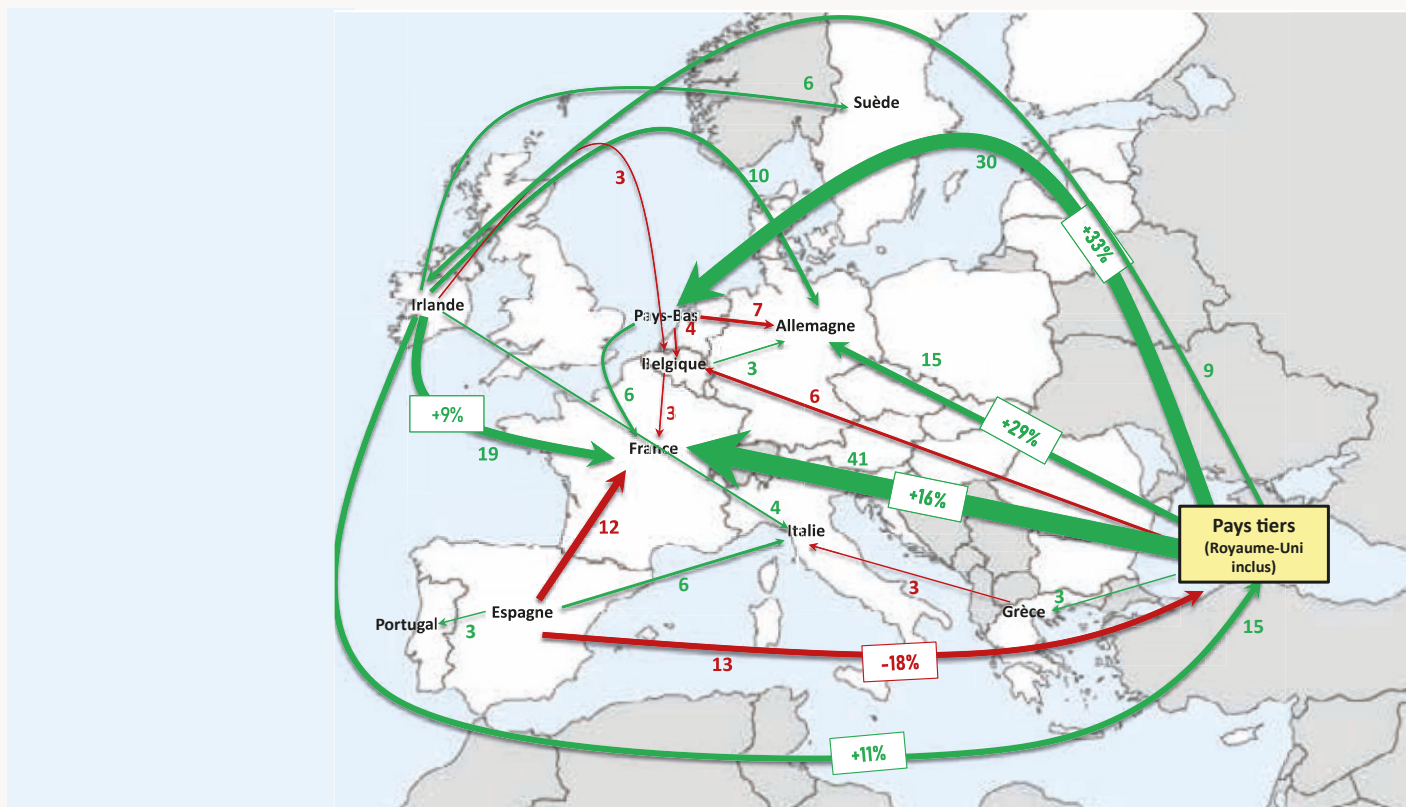
LES FLUX* DE VIANDE OVINE DANS L'UE EN 2022

En 2022, les importations de viande ovine océanique vers l'Union européenne sont réparties à la hausse (+23%), en provenance d'Australie comme de Nouvelle-Zélande. Les achats des principaux pays importateurs, comme l'Allemagne, les Pays-Bas ou la France ont augmenté en provenance des pays tiers. Ils ont en revanche reculé vers la Belgique. Le Royaume-Uni, désormais considéré comme pays-tiers, a également vu ses importations de viande ovine néozélandaise augmenter. Les flux intra-européens (UE-27) ont augmenté de 9%/2021.

Les exportations européennes de viande ovine ont de nouveau reflué en 2022. Le repli des envois vers quelques destinations du Moyen-Orient (Oman, Arabie Saoudite, Koweït), mais aussi vers Hong-Kong (-640 téc), a contrebalancé la hausse des expéditions vers le Royaume-Uni (+960 téc), le Canada (+560 téc), et d'autres pays du Moyen-Orient comme le Qatar (+400 téc).

-6%

C'est la baisse des exportations européennes de viande ovine vers les pays tiers en 2022, à 35 000 téc.



* Volumes reçus en 1 000 tonnes équivalent carcasse par les pays importateurs + volumes exportés par les pays européens vers les pays tiers. Seuls les flux de plus de 3 000 téc sont représentés. Les flux en augmentation par rapport à 2021 sont en vert, ceux en recul sont en rouge.

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après les Douanes françaises, Douanes britanniques et Eurostat

CONTINGENTS TARIFAIRES* D'IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE PAR L'UE

Le contingent européen (UE-27) global d'importations de viande ovine a été rempli à 47% en 2022.

	2020 (UE 28)		2021 (UE 27)*		2022 (UE 27)*	
	téc	% utilisé	téc	% utilisé	téc	% utilisé
NZ	228 389	46%	114 184	45%	114 184	56%
Argentine	23 000	7%	19 090	6%	19 090	6%
Australie	19 186	92%	3 837	85%	3 837	92%
Chili	8 000	15%	8 228	12%	8 428	18%
Uruguay	5 800	6%	4 759	1%	4 759	20%
Autres	3 229	3%	468	0%	468	0%
TOTAL	287 604	45%	150 566	37%	150 766	47%

*Attention, contingents redistribués post-Brexit entre l'UE à 27 et le Royaume-Uni : ici on considère l'UE à 27. Les accords du GATT stipulent un coefficient carcasse de 1,67 pour les viandes désossées pour calculer le remplissage des contingents tarifaires.

Dans le reste du rapport, nous utilisons un coefficient carcasse de 1,3 pour les viandes désossées.

Les exportations de viande ovine des pays tiers vers l'Union européenne se limitent aux contingents annuels négociés lors de l'Accord agricole du GATT (OMC aujourd'hui) en 1994. Ces envois bénéficient d'une exonération totale de droits de douane hors contingents (12,8% + 90,2-311,8 €/100 kg net).

Source : GEB - Institut de l'élevage d'après la Commission européenne

En 2022, le contingent attribué à la **Nouvelle-Zélande** (presque 90% du contingent global) a été rempli à 56%. La baisse momentanée de la demande chinoise explique cette hausse.

Le contingent attribué aux **pays sud-américains** (20% du contingent global pour l'Argentine, l'Uruguay et le Chili) a lui aussi davantage été utilisé, à 12% contre 7% en 2021.

Le quota **australien** (3% du contingent global), assez limité, a lui aussi été davantage rempli : 92% contre 85% en 2022. La baisse des exportations australiennes vers la Chine – comme dans le cas de la Nouvelle-Zélande - explique au moins en partie ce résultat. Au total, 80 000 téc du contingent européen global n'ont pas été attribuées en 2022, l'essentiel étant 51 000 téc du contingent néozélandais.



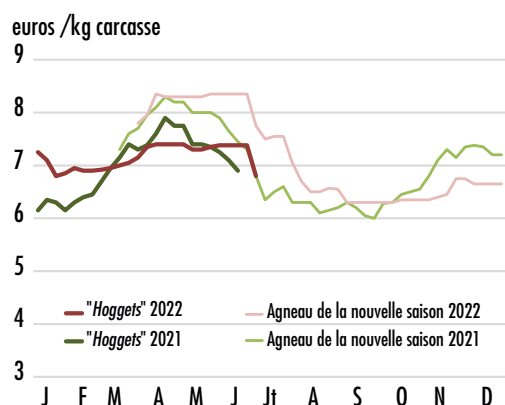
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE IRLANDE



DONNÉES REPÈRES (2022)

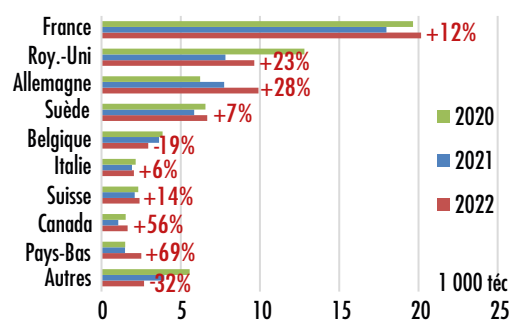
- Cheptel : 2,7 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 3,3 kg éc/habitant
- Part de la production exportée : 89%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN IRLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bord Bia

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'IRLANDE

1000 téc	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022/21
Abattages	67	68	66	66	63	68	+8%
Importations de viande ovine	5	5	7	6	6	9	+42%
Exportations de viande ovine	62	59	60	62	54	61	+13%
Disponible*	10	15	13	11	16	17	+3%

* La part importante de l'export en Irlande et le mode de calcul de la consommation par bilan (ne prenant pas en compte le stockage en entreprises) peuvent fausser les évolutions de la consommation d'une année sur l'autre. Ces évolutions sont donc à considérer avec très grande prudence.

Bonne année 2022, qui se complique dans les derniers mois.

Les importations de vifs viennent compléter l'offre irlandaise

Le cheptel reproducteur s'est replié fin 2022, de -2% /2021, à 2,7 M de têtes, en raison d'une hausse des abattages de réformes de +18% /2021, à 455 000 têtes. Leur poids de carcasse a légèrement augmenté (+1% à 25,4 kgéc), aboutissant à une hausse de +19% des volumes, soit 11 600 téc. Les abattages d'agneaux ont quant à eux augmenté de +6%, à 2,7 M de têtes et de +5% en volume, illustrant un léger recul du poids moyen de carcasse (-0,6%, à 20,7 kgéc). Le coût élevé des concentrés, multiplié par deux entre 2021 et 2022, a incité les éleveurs à réduire les durées d'engraissement.

Après une baisse de la production en 2021, pénalisée par la baisse des importations d'ovins vifs britanniques (notamment d'Irlande du Nord), celles-ci se sont largement rétablies en 2022 (+86% soit +273 000 têtes dont +16 200 têtes pour abattage direct en provenance d'Irlande du Nord). Associés à des sorties dynamiques des élevages, ces importations ont entraîné une nette hausse de la production abattue, de +8% /2021, à 68 000 téc. La part des ovins importés dans le total abattu en Irlande est ainsi passée de 11 à 18% entre 2021 et 2022.

Des exportations dynamiques au 1^{er} semestre

Grâce à de bonnes disponibilités en agneaux, les exportations de viande ovine ont progressé en volume (+12% à 60 640 téc) comme en valeur (+16% à 465 M d'€) en 2022. La part de la production exportée est passée de 85 à 89% d'une année sur l'autre. Cette croissance des envois a eu lieu au 1^{er} semestre. Au 2nd semestre, alors même que les viandes britanniques et néozélandaises venaient encombrer le marché européen, la demande en agneau sur les principaux marchés d'exportation de l'Irlande (Belgique, l'Allemagne, Suède, France et Italie) a encore diminué, notamment à cause de la cherté de cette viande (Bord Bia).

La France est restée le 1^{er} client de l'Irlande, avec une hausse des envois irlandais de +12% /2021, à 20 000 téc. Les exports irlandais ont aussi augmenté vers tous les autres principaux clients sauf la Belgique (-19%). En somme ils ont progressé de +12% vers l'UE à 27 (46 000 téc). Vers les pays tiers, ils ont gagné +11% /2021 (à 15 000 téc), dont +23% vers le Royaume-Uni (10 000 téc).

Hausse des prix à l'export et des cours de l'agneau

À 7,66 €/kg éc en 2022, le prix moyen de la viande ovine exportée a augmenté de +3% /2021 (+0,25 €/kgéc), après avoir déjà bondi de +25% en 2021. Les exportations irlandaises de viande ovine étaient constituées à 69% de viandes réfrigérées avec os (61% en 2021), à 18% de viandes réfrigérées désossées (20% en 2021), à 14% de viandes congelées désossées et à 9% de viandes congelées avec os.

À 7,16 €/kg de carcasse en moyenne sur 2022, le cours du « hogget » est resté supérieur à son niveau de l'an passé. Il a ainsi progressé de +2%, soit +0,14 €/kg. La cotation moyenne des agneaux de la nouvelle saison s'est également appréciée, de +2% /2021, à 7,16 €/kg de carcasse.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

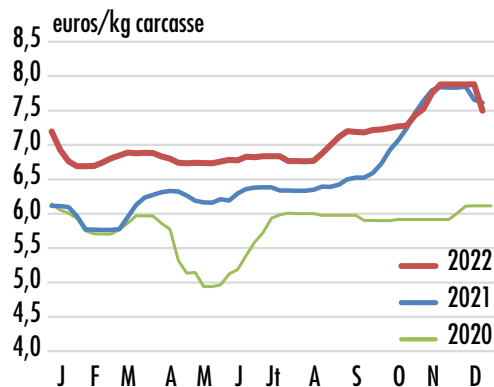
4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE ESPAGNE



DONNÉES REPÈRES (2022)

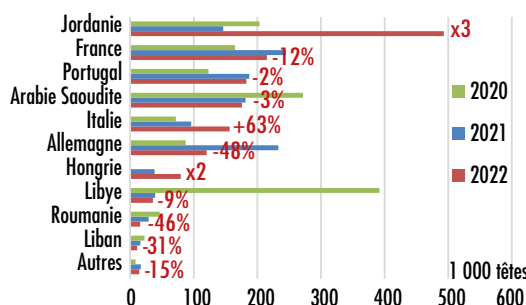
- Cheptel : 10,4 millions de brebis et d'agnelles saillies
- Consommation : 1,7 kg éc/habitant
- Part des exportations (viande ovine) dans la production : 39%
- Exportations d'ovins vivants : 1,5 million de têtes

COTATION DE L'AGNEAU LOURD EN ESPAGNE



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après la Commission Européenne

EXPORTATIONS ESPAGNOLES D'OVINS VIVANTS*



* Chiffres d'exportations depuis l'Espagne pouvant différer de ceux publiés dans les douanes des pays importateurs.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DE L'ESPAGNE

1000 téc	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022/21
Abattages	115	120	121	115	120	119	-1%
Importations de viande ovine	8	8	8	5	6	8	+27%
Exportations de viande ovine	37	41	44	41	51	47	-9%
Consommation par bilan	86	87	85	79	75	80	+6%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Le marché espagnol orienté vers les envois de vifs.

Niveau quasiment record des envois de vifs

À 1,5 M de têtes (+22%/2021), les exportations espagnoles d'ovins vivants, constituées à 90% d'agneaux, n'ont pas égalé le record en 2001 (pic de 1,7 M de têtes). 14% des ovins sortant des élevages espagnols ont été exportés vivants en 2022. En 2020, l'ouverture des marchés saoudiens et jordaniens a marqué un **tournant** décisif pour l'export de vifs espagnols : d'un côté, les envois vers l'**Arabie Saoudite** ont marqué le pas (-3%/2021, à 176 000 têtes) et d'un autre, ceux vers la **Jordanie** ont triplé entre 2021 et 2022, à 493 000 têtes. Les envois vers les **pays tiers** ont globalement augmenté de +83%/2021, à 725 000 têtes. Avec 774 000 têtes, les envois vers l'**UE à 27** ont en revanche diminué (-7%/2021) sous l'effet de nets replis vers l'Allemagne (-48% à 120 000 têtes) et la France (-12% à 215 000 têtes) que les hausses vers l'Italie (+63% à 56 000 têtes) ou la Hongrie (x2 à 80 000 têtes) n'ont pas totalement compensé. En 2022, la Jordanie est devenu le 1^{er} client de l'Espagne en ovins vivants, devant la France. Les **importations** espagnoles d'ovins vivants, constituées aux trois quarts d'agneaux de lait issus des bassins laitiers français, ont quant à elles baissé de -5%/2021, à 222 000 têtes en 2022.

Léger recul de la production

Le **cheptel** reproducteur espagnol était en fort recul fin 2022 (-4% à 10,4 M de têtes), suite au bond des **réformes**, de +45% à 1,1 M de têtes et qui, abattues plus lourdes (+0,7 kg, à 23,2 kg) ont gonflé la production en volume (+49% à 26 000 téc). Les abattages d'**agneaux** ont quant à eux reculé de -8% en effectifs, à 8,2 M de têtes et de -9% en volume (94 000 téc). *In fine*, la **production** espagnole abattue a diminué, de **-1% /2021, à 119 000 téc** et la plus forte hausse (+10%) a été observée en Castilla y León, première communauté autonome de production ovine espagnole. Le dynamisme des envois de vifs explique en partie le tassement de la production abattue.

Nouvelle hausse de la cotation de l'agneau espagnol

La **cotation** de l'agneau lourd espagnol entrée abattoir a démarré l'année bien au-dessus de ses niveaux de 2020 et 2021. Après son traditionnel creux de février, elle est restée quasiment stable (léger regain pour Pâques, mais peu marqué), oscillant légèrement jusqu'en août. Elle a ensuite progressé jusqu'en septembre puis a stagné d'un mois à l'autre, pour retrouver en octobre son niveau de 2021. Ensuite, elle s'est appréciée jusqu'aux fêtes de fin d'année et est demeurée au bon niveau de 2021. En sortie d'été, la **clavelée** ou variole ovine est apparue en Espagne et a provoqué l'immobilisation et l'abattage de quelques dizaines de milliers d'ovins. Même si la perturbation a été importante dans certaines régions, le phénomène n'a pas eu d'effet significatif à l'échelle nationale. De nouveaux foyers ont été déclarés début 2023.

À **7,04 €/kg** en 2022, la cotation annuelle moyenne de l'agneau lourd espagnol s'est appréciée de **+8%**, soit +0,50 €/kg, d'une année sur l'autre.

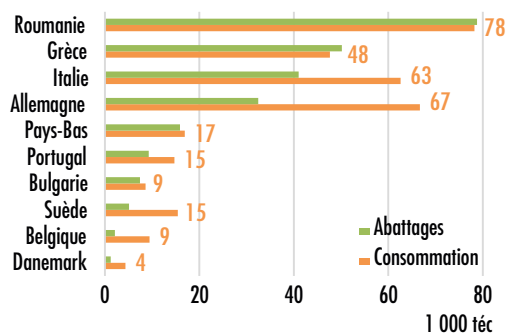
Chute des exportations de viande ovine

L'offre d'agneaux espagnols pour l'année 2022 s'est nettement concentrée sur la très forte demande en vifs du Moyen-Orient, au dépit des **exportations de viande ovine**, qui ont alors reculé de **-9% /2021, à 46 860 téc**. La part de la production exportée est ainsi passée de 42 à 39% entre 2021 et 2022. Les envois se sont fortement repliés vers la France (-14% à 17 500 téc) qui reste par ailleurs le 1^{er} client de l'Espagne en viande ovine.

4 LA VIANDE OVINE DANS L'UNION EUROPÉENNE LES AUTRES PAYS DE L'UE

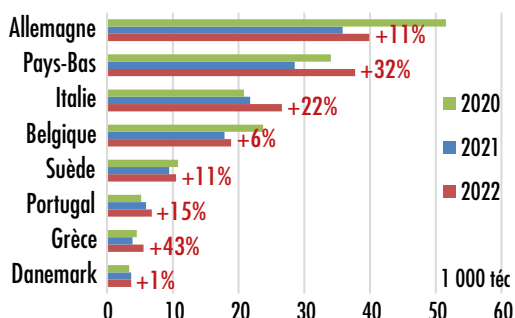


PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE OVINE EN 2022



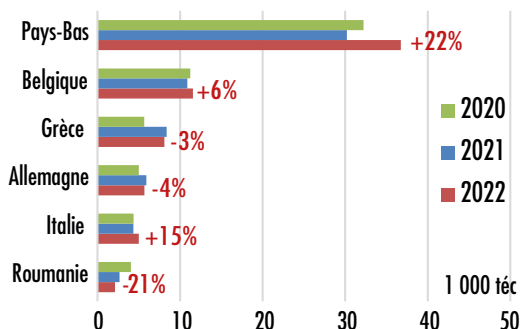
Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE VIANDE OVINE



Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Nord de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède)

Regain de la consommation de viande ovine

Ces cinq pays d'Europe du Nord représentaient 11% de la production et 17% de la consommation européennes de viande ovine en 2022. Déficitaires en viande ovine, ils dépendent en partie des importations pour satisfaire leur consommation intérieure. Les Pays-Bas, la Belgique, et dans une moindre mesure l'Allemagne, sont en outre d'importantes plateformes d'échanges qui réexpédient une partie des volumes importés vers d'autres destinations européennes. Les consommations par habitant y sont relativement réduites (1,5 kg équivalent carcasse par habitant en Suède, 0,8 kg éc en Belgique, 1,0 kg éc aux Pays-Bas, 0,8 kg éc en Allemagne et 0,7 kg éc au Danemark).

En 2022, les abattages ont chuté en **Allemagne** (-3% à 33 000 téc), comme en **Belgique** (-23% à 2 100 téc), au **Danemark** (-6% à 1 200 téc) ou en **Suède** (-1% à 5 100 téc). Ils ont à l'inverse augmenté aux **Pays-Bas** (+2% à 16 000 téc).

Cinq pays ont enregistré en 2022 une hausse notable des importations de viande ovine, qui s'est répercutée sur leur consommation intérieure. En **Allemagne** cette dernière a progressé de +5% (à 67 000 téc), en **Suède** de +7% (à 16 000 téc) et aux **Pays-Bas** de +21% (à 17 000 téc). Au **Danemark**, la hausse des exportations de viande ovine et la baisse des abattages ont contrebalancé ce dynamisme des importations : la consommation y a reculé de -5%, à 4 400 téc. De même en **Belgique**, de -3%/2021, à 9 500 téc.

Sud de l'Union européenne (Bulgarie, Portugal, Italie, Grèce, Roumanie)

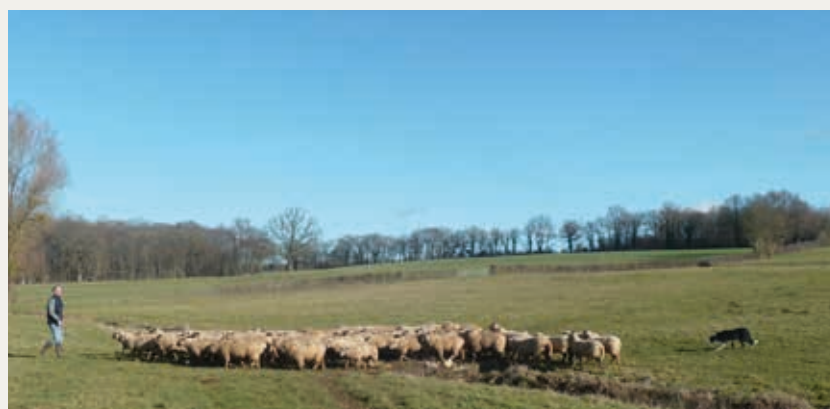
Nouvelle hausse de la consommation en Roumanie

Ces cinq pays d'Europe du Sud représentaient 35% de la production et 33% de la consommation de viande ovine de l'UE à 27 en 2022. La viande y est issue de cheptels à dominante laitière et la consommation porte essentiellement sur des agneaux légers. La **consommation par habitant** est relativement élevée en Grèce (4,6 kg éc) et en Roumanie (4,1 kg éc), mais en revanche plus faible au Portugal (1,4 kg éc), en Bulgarie (1,3 kg éc) et en Italie (1,1 kg éc).

En 2022, deux de ces pays ont vu leur **production** nationale augmenter : l'Italie (+0,4% à 41 000 téc) et la Roumanie (+8% à 79 000 téc). À l'inverse, elle a régressé en Grèce (-3% à 50 000 téc), au Portugal (-4% à 9 300 téc) et en Bulgarie (-28%, à 7 400 téc).

La consommation nationale, calculée par bilan, a augmenté dans tous ces pays : modestement en **Grèce** (+1% à 48 000 téc), au **Portugal** (+1% à 15 000 téc), plus nettement en **Italie** (+7% à 63 000 téc) et en **Roumanie** (+9% à 78 000 téc).

En **Bulgarie**, malgré la hausse des importations de viande ovine (+47% à 1 600 téc), la chute des abattages a induit une baisse de la consommation nationale calculée par bilan (-22% à 8 600 téc), mais aussi des exportations de viande ovine.





5

LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE

La baisse de la demande chinoise et étatsunienne réoriente les flux mondiaux

La demande de deux grands bassins d'importation de viande ovine – que sont la Chine et les États-Unis - a régressé en 2022. Aux États-Unis, la récession se profile et met le marché de l'agneau à plat tandis qu'en Chine, des stocks de viande se seraient accumulés en raison des restrictions sanitaires. Face à cette situation, la Nouvelle-Zélande s'est en partie réorientée vers le marché européen pour lequel elle possède d'importants contingents à droits nuls. Dans un même temps, les achats d'agneau chutent chez les principaux pays européens importateurs de viande ovine. La guerre en Ukraine a dopé l'inflation et imputé sérieusement le portefeuille de nombreux ménages. Des centaines de milliers de tonnes de viande ovine se retrouvent en excès sur le marché mondial alors que la demande est modeste.

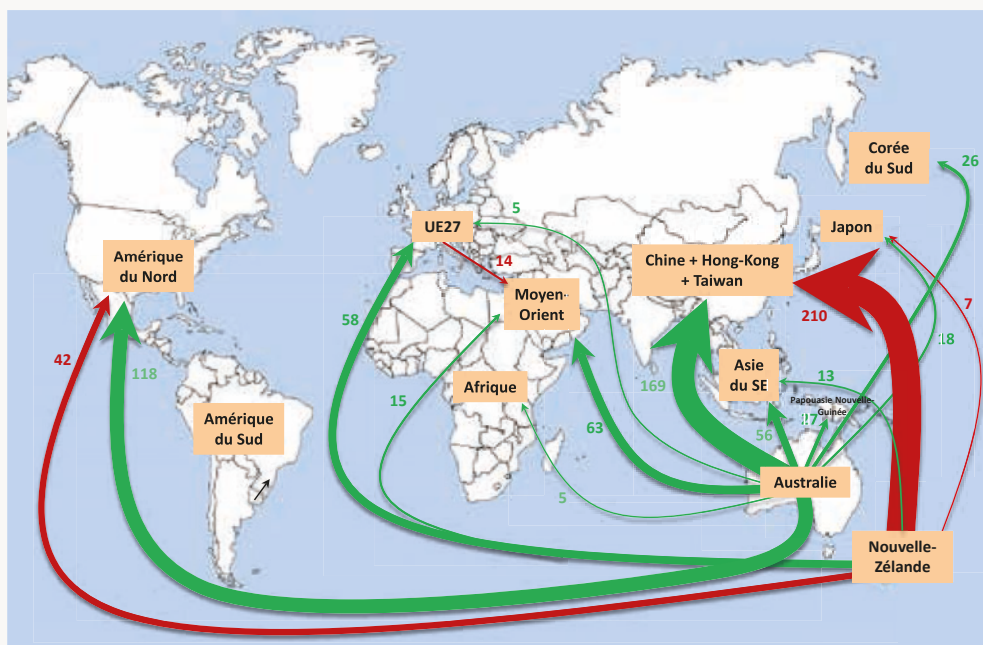


ÉCHANGES 2022

LES FLUX MONDIAUX DE VIANDE OVINE EN 2022 (1 000 TÉC*)

-13%

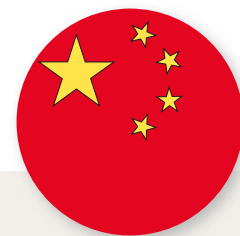
C'est le repli des importations chinoises de viande ovine en 2022.



L'Australie poursuit la reconstitution de son cheptel et augmente ses exportations en 2022. Face à la baisse de la demande chinoise, les flux s'orientent vers le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-est, l'UE... La Nouvelle-Zélande voit au contraire ses abattements s'éroder et paie par un repli des exports sa plus forte dépendance au marché chinois. Le marché international s'est tout de même globalement bien tenu, surtout au 1^{er} semestre, et la possible constitution de stocks de viande ovine, notamment chez les importateurs, a permis de préserver le prix de l'agneau, qui a même encore progressé dans de nombreux pays.

* Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées.
 Seuls les flux de plus de 4 000 tég sont représentés, au départ des principaux pays exportateurs.
 Les flux en augmentation par rapport à 2021 sont en vert, ceux en recul sont en rouge. Il existerait des flux de la Namibie vers l'Afrique du Sud, de l'Amérique du Sud vers les pays Chine+HK+Taiwan et de l'Uruguay vers le Brésil mais dont on ne connaît pas les volumes : flèches en noir.

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map, Eurostat et NZ Statistics (x 1 000 tonnes équivalent carcasse).
 Cartographie Cartes & Données - © Artique

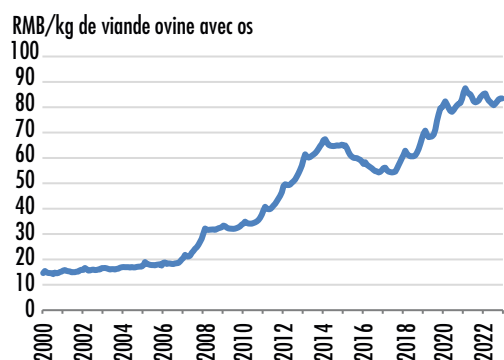


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE CHINE

DONNÉES REPÈRES (2022)

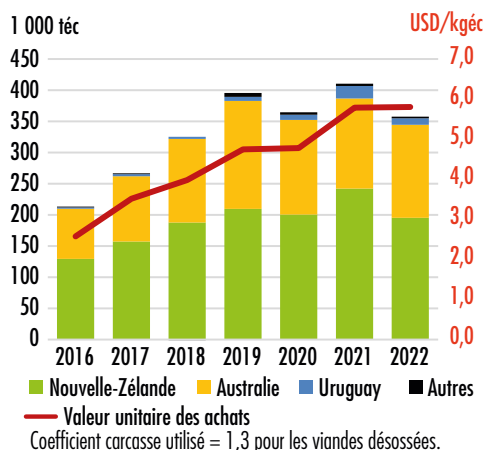
- Cheptel : 326,3 millions de têtes fin 2022
- Production : 5,25 millions de téc en 2022
- Consommation de viande ovine :
≈ 4,0 kg/habitant

PRIX DE GROS DE LA VIANDE OVINE EN CHINE



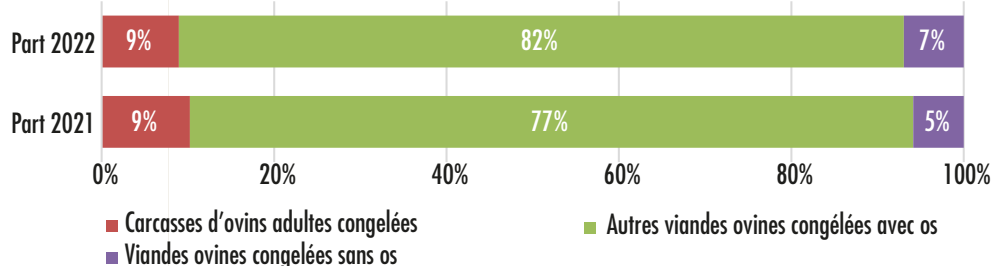
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le Ministère chinois de l'agriculture

IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map, les Douanes chinoises et NZ Stats

COMPOSITION DES IMPORTATIONS CHINOISES DE VIANDE OVINE EN 2022 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map et les douanes chinoises

La Chine consomme ses stocks et importe moins.

La production poursuit sa hausse en 2022

Le cheptel ovin chinois a crû de +2% entre fin 2021 et fin 2022, passant à 326,3 M d'ovins. La production de viande ovine a ainsi poursuivi sa hausse, atteignant 5,25 millions de téc, soit +2% /2021, d'après le Bureau National des Statistiques Chinoises.

La production nationale est tirée par la demande intérieure toujours vigoureuse, bien que le pays ait perdu 850 000 habitants en 2022, du jamais vu en 60 ans. Le nombre de naissances chute. La natalité n'avait pas atteint ce niveau depuis 1961, dernière année de la « grande famine », qui avait fait des dizaines de millions de morts. Cette baisse de la population (-0,06%), toute relative et accentuée par la mortalité du covid, marque l'entrée probable dans une période de stagnation démographique, après une croissance de +0,6%/an depuis une vingtaine d'années. Avec la fin de la politique zéro Covid (7 déc. 2022), après trois années de restriction, la consommation de viande ovine devrait rester dynamique. Celle-ci a continué de progresser, passant de 3,9 à 4,0 kg/hab., entre 2021 et 2022.

Le prix de la viande ovine a reculé

Après 5 années consécutives de hausse, dues à un déséquilibre entre la forte demande chinoise et des abattages insuffisants, le prix moyen de la viande ovine sur le marché chinois s'est replié en 2022, sous l'effet d'un marché encombré, provoquant par ailleurs un net recul de ses importations. Ramené à 82,9 RMB/kg, il a reculé de -2% /2021, mais s'est sensiblement apprécié en euros, de +6% à 11,7 €/kg (le RMB s'étant apprécié face à l'euro).

Repli momentané des importations de viande ovine

Les importations de viande ovine en Chine ont reculé de -13% /2021 à 358 000 téc, selon les données des douanes chinoises. Sous l'effet de multiples confinements de la population, les achats en restauration, qui concentrent la majeure partie de la consommation de viande ovine en Chine, ont été fortement ralentis. Face à la hausse des stocks, la Chine a momentanément restreint ses importations de viande ovine. Les importations chinoises de viande ovine¹ ont également reculé en valeur, mais de façon bien moins importante (-2% /2021, à 2 milliards d'€), via une nouvelle hausse de la valeur unitaire des achats (+13% à 5,52 €/kg éc).

La Chine a de nouveau confirmé sa place de 1er importateur mondial de viande ovine et la Nouvelle-Zélande et l'Australie restent ses deux principaux fournisseurs, avec respectivement 199 500 téc (-17% /2021, douanes néozélandaises) et 150 000 téc (-7%, douanes australiennes). La viande congelée avec os constitue toujours l'essentiel des imports (93% en volume).

¹À ce jour, seuls la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Uruguay, l'Argentine, le Chili, la Serbie, l'Islande et la Lettonie peuvent officiellement exporter de la viande ovine congelée vers la Chine, mais il existe également des flux « non officiels » via Hong-Kong, en provenance de pays ne bénéficiant pas de l'agrément.

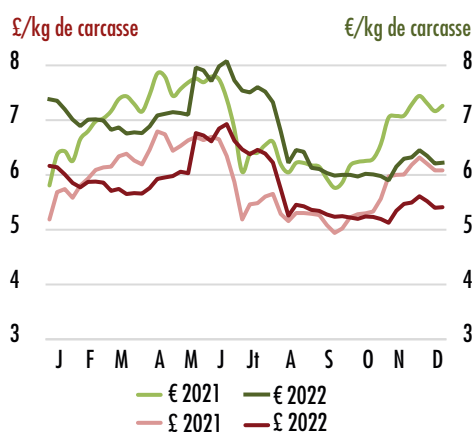


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE ROYAUME-UNI

DONNÉES REPÈRES (2022)

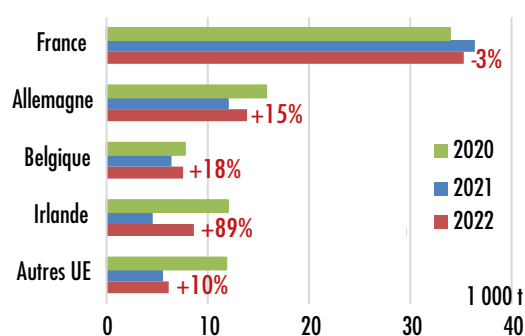
- Cheptel : 14,4 millions de brebis et agnelles saillies
- Consommation : 4,0 kg/habitant
- Part des importations de viande ovine dans la consommation : 25%
- Part de la production exportée : 27%

COTATION DE L'AGNEAU LOURD AU ROYAUME-UNI



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB Beef & Lamb

EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN EN VIANDE OVINE DU ROYAUME-UNI

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022/21
1000 téc							
Abattages	299	289	307	297	267	276	+4%
Importations de viande ovine	92	89	72	67	55	67	+21%
Exportations de viande ovine	92	84	97	90	70	76	+8%
Disponible*	299	294	283	274	252	267	+6%

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AHDB Beef & Lamb et Eurostat

La filière britannique reprend ses marques.

La production continue de croître

Le cheptel reproducteur britannique a augmenté de +1,4% entre fin 2020 et fin 2021 puis de +1,0% entre 2021 et 2022 selon DEFRA, à 14,4 M de têtes en décembre 2022. C'est la 3^{ème} année consécutive de hausse après le creux de 2019.

Descendue à un faible niveau en 2021 (effet *Brexit*), la production de viande ovine britannique s'est redressée de +4% en 2022, à 276 400 t. Elle reste toutefois modeste car en recul de -5% comparé à la moyenne quinquennale.

Les poids de carcasse sont restés stables : cette hausse est donc due au dynamisme des effectifs abattus, avec +3% d'agneaux à 12,1 M de têtes et +4% d'ovins adultes, à 1,2 M de têtes.

Des cours qui se maintiennent d'une année sur l'autre

Le cours (moyenne annuelle) de l'agneau britannique a été quasiment stable d'une année sur l'autre : à -0,4% près, soit 6,81 €/kg éc. La livre sterling s'est de nouveau appréciée face à l'euro. Au 2nd semestre, la faiblesse de la demande face à des envois toujours dynamiques chez les principaux exportateurs sont venus peser sur les prix.

Regain des importations de viande ovine

Les importations britanniques de viande ovine ont bondi de +21%/2021, à 64 000 t. Une multiplication par quatre des expéditions en provenance d'Irlande a été le principal moteur de la croissance (à 12 900 t). Ce pays voisin est ainsi devenu le 2^{ème} fournisseur dépassant ainsi l'Australie. Les importations de viande ovine en provenance de Nouvelle-Zélande ont modestement augmenté, de +2%/2021, à 38 000 t. Finalement, la part de viande ovine importée dans la consommation s'est accrue, de 22 à 25% entre 2021 et 2022.

Reprise des exportations de viande ovine

Avec une production grandissante, les exportations de viande ovine se sont raffermies en 2022, de +8%/2021, à 78 800 t. Elles ont davantage progressé en valeur, de +14%/2021 à 591 millions d'€, avec un prix moyen de 7,49 €/kg (+0,40 €/2021), sous l'effet d'une hausse du prix de l'agneau notamment dans l'UE.

Selon AHDB, les expéditions vers l'UE ont augmenté de +10% sur un an (à 72 000 t), tirées notamment par les flux vers l'Irlande (+3 900 t, flux destinés au Nord de l'île ?), l'Allemagne (+2 000 t) et la Belgique (+1 200 t). Les exportations hors UE ont à l'inverse reculé (-14%/2021 à 5 000 t), en grande partie en raison de la baisse des exportations vers Hong Kong. La France reste de loin le 1^{er} client du Royaume-Uni, avec 36 500 t, en recul de -3%/2021 selon les douanes britanniques mais en hausse de +7%/2021 selon nos estimations, à 34 200 téc... Après une chute entre 2020 et 2021 - de 30% à 26% - la part de la production britannique exportée s'est légèrement redressée en 2022, atteignant 27%.

L'interdiction de flux du Royaume-Uni vers les États-Unis, à cause de cas d'ESB sur l'île britannique il y a près de 20 ans, a été levée en 2022 : 4 t de viande ovine britannique ont été exportées. Par ailleurs, l'accord signé entre Royaume-Uni et l'Australie puis la Nouvelle-Zélande à l'automne 2021 devrait rentrer en application début 2023.

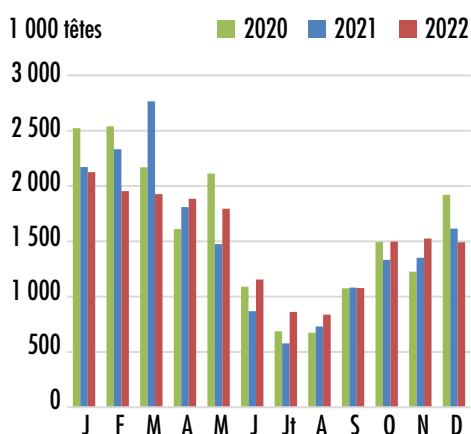


5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE NOUVELLE-ZÉLANDE

DONNÉES REPÈRES (2022)

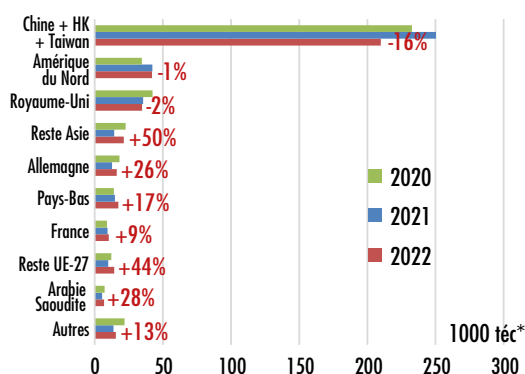
- Cheptel : 26 millions d'ovins
- Production de viande ovine : 437 000 téc
- Part de la production exportée : 89%

ABATTAGES D'AGNEAUX EN NOUVELLE-ZÉLANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

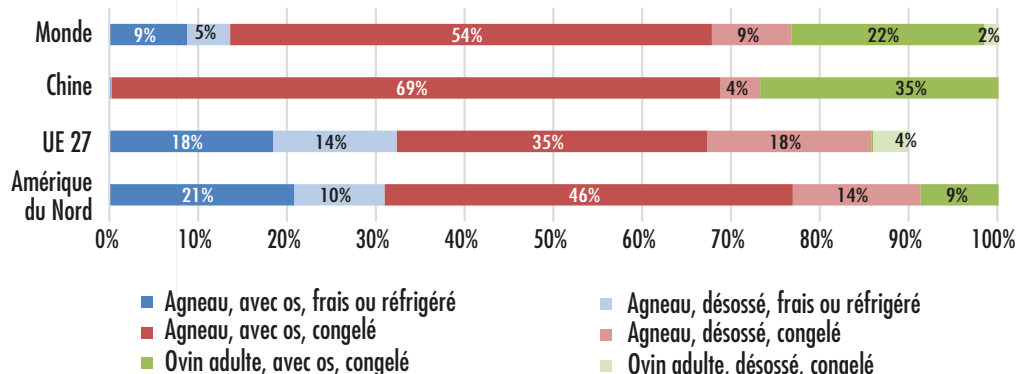
EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

COMPOSITION DES EXPORTATIONS NÉO-ZÉLANDAISES DE VIANDE OVINE EN 2022 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après NZ statistics

Face au repli momentané de la demande chinoise, la Nouvelle-Zélande s'est réorganisée et a davantage tiré profit de ses contingents à droits nuls sur le marché européen.

Léger recul de la production en 2022

Entre juin 2021 et juin 2022, le cheptel ovien total néo-zélandais s'est de nouveau stabilisé, à 26 M de têtes. Le cheptel reproducteur a quant à lui de nouveau reculé, de -1,4%, à 16,1 M de têtes, limitant les naissances d'agneaux pour la campagne¹ 2022-23. Les conditions météorologiques ont été difficiles pour les éleveurs de l'île du Sud, avec des sécheresses limitant la pousse de l'herbe. Les élevages touchés par la **sécheresse** ont vu leurs effectifs diminuer.

La baisse du cheptel reproducteur et un taux d'agnelage modeste (sécheresse lors de la mise à la lutte), a pesé sur les **sorties** d'agneaux au printemps 2022, en repli de -0,8%/2021, à 22,4 M de têtes. À 18,1 M de têtes au total sur l'année 2022, les **abattages** néo-zélandais d'agneaux ont été stables d'une année sur l'autre, tandis que ceux d'ovins adultes ont de nouveau régressé, de -6%/2021. Les **carcasses** d'agneaux se sont légèrement allégées (-1% à 19,2 kg éc.), tout comme celles des ovins adultes (à 25,7 kg éc.), ce qui a *in fine* conduit à une **production** de viande ovine en léger repli, de **-0,5%** /2021 à 437 000 téc. Les agriculteurs sont préoccupés par les taxes sur le carbone mises en place en Nouvelle-Zélande, qui favorisent la foresterie aux dépens des pâturages.

Réorientation des flux vers l'UE

Bien qu'elle reste essentielle, la part de l'export sur la production nationale a baissé, passant de 93 à 89% entre 2021 et 2022.

Malgré une production quasiment stable, les **exportations** néo-zélandaises de viande ovine se sont repliées de **-5%** /2021, à 389 000 téc. Elles ont en revanche de nouveau progressé en valeur, de +6% à 4,3 milliards de \$NZ, pour atteindre un niveau record, 15% plus élevé que la moyenne quinquennale. La **valeur unitaire** des envois s'est en effet appréciée en dollar néo-zélandais (+7% à 11,16 NZ\$/kg éc.) et davantage en devise européenne (+13%, à 6,73 €/kg éc.) du fait de la légère appréciation du dollar néo-zélandais.

Selon les douanes néo-zélandaises, la baisse des demandes en **Chine** et aux **États-Unis**, débouchés majeurs, a nettement contracté les expéditions néo-zélandaises, de respectivement -17%/2021 (à 199 500 téc) et -6% (à 30 500 téc). Les exportations ont en revanche rebondi vers les pays de l'UE à 27 (+24% à 58 000 téc au total), vers lesquels les exportateurs néo-zélandais se sont retournés grâce aux contingents à droits nuls. Les expéditions ont notamment progressé de +17% vers les Pays-Bas, +9% vers la France et +26% vers l'Allemagne. Les envois auraient peu varié vers le Royaume-Uni : en baisse de -2%, à 35 000 téc selon les douanes néo-zélandaises et en légère hausse selon les douanes britanniques.

Avec la prédominance des expéditions vers la Chine, la part de viande ovine exportée sous forme **congelée avec os** est restée élevée à 70% du total. Le congelé sans os a représenté 13% des envois totaux, le « chilled » avec os 10% et le « chilled » désossé 6%.

¹ Campagne ovine néo-zélandaise : octobre à septembre

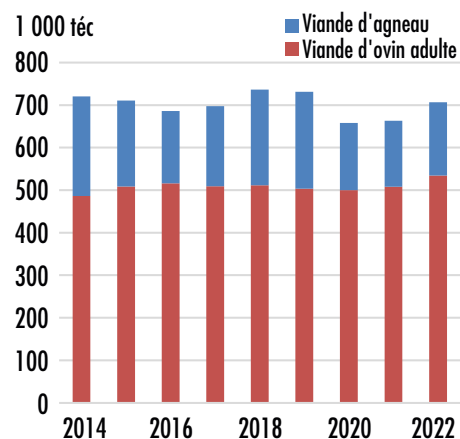
5 LA VIANDE OVINE DANS LE MONDE AUSTRALIE



DONNÉES REPÈRES (2022)

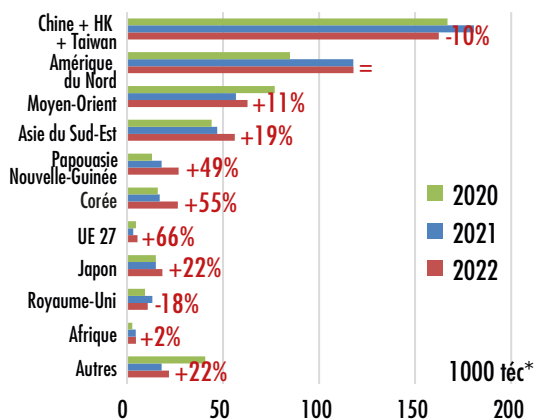
- Cheptel : 78,75 millions d'ovins
- Exportations d'ovins vivants : 525 000 têtes
- Production* de viande ovine : 707 000 téc
- Part de la production exportée : 73%

PRODUCTION DE VIANDE OVINE EN AUSTRALIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ABS

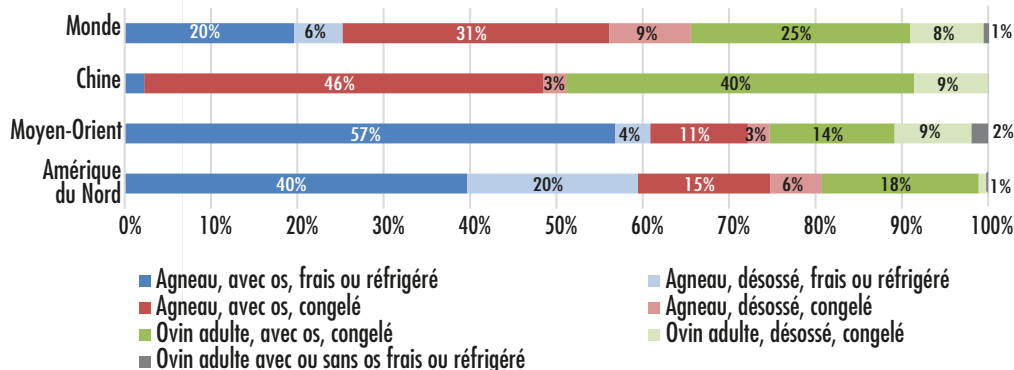
EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE



*Coefficient carcasse utilisé = 1,3 pour les viandes désossées

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

COMPOSITION DES EXPORTATIONS AUSTRALIENNES DE VIANDE OVINE EN 2022 (% EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map

En 2022, les exportations australiennes de viande rouge ont été confrontées à de nouveaux défis, tant positifs que négatifs : signature d'accords commerciaux avec l'Inde et le Royaume-Uni mais aussi renchérissement de l'inflation, qui a diminué les achats des consommateurs dans les principaux marchés d'exportation.

Progression du cheptel et de la production nationale

Le cheptel ovien australien a continué sa reconstitution, à 78,75 M de têtes en 2022, en hausse de +3,6% /2021. C'est son plus haut niveau enregistré depuis 2007.

Les effectifs d'agneaux abattus ont gagné +3% /2021 à 21,4 M de têtes, ceux d'ovins adultes +14%, à 6,6 M de têtes. Les poids de carcasse moyens des agneaux ont de nouveau augmenté, de 24,4 à 25,0 kg. Ceux des ovins adultes se sont par ailleurs repliés de -2%, à 26,1 kg. La production de viande ovine a alors poursuivi sa croissance, de +7%, à 706 900 téc en 2022.

Nouveau repli des envois d'ovins vivants

Malgré des disponibilités croissantes, les envois d'ovins vivants ont de nouveau reculé d'une année sur l'autre, de -8% à 525 000 têtes en 2022.

Des exportations record de viande ovine

Malgré un repli des envois vers la Chine (-7% à 150 000 téc) et Hong-Kong (-85% à 1 200 téc), les exportations australiennes de viande ovine – composées à 66% de viande d'agneau - ont progressé de +5% d'une année sur l'autre, à 513 300 téc en 2022.

Le dynamisme des envois vers l'Asie du Sud-Est (+20%, à 56 000 téc), l'UE à 27 (+66% à 5 400 téc), et le Moyen-Orient (+11% à 63 000 téc), ainsi que la Papouasie-Nouvelle Guinée (+50% à 27 000 téc), ont su inverser la tendance. Après avoir bondi entre 2020 et 2021, les expéditions vers les États-Unis ont ralenti, de -2% /2021, à 102 000 téc en 2022 : affecté par un nouveau ralentissement de son économie, il reste toutefois le 2^{ème} client de l'Australie, après la Chine. Le Royaume-Uni est resté le 1^{er} marché européen de l'Australie, malgré des envois en baisse de -18%, à 10 700 téc.

La valeur unitaire des envois est passée de 5,51 €/kg en 2021 à 6,28 €/kg en 2022, permettant une croissance de la valeur exportée de +5%, à 2,8 milliards d'€ et de +14% en dollars australiens, à 4,8 milliards de \$AUS.

En plus de bonnes conditions pour reconstituer son cheptel, le déclin au long cours de l'offre néozélandaise offre à l'Australie l'opportunité d'augmenter son marché à l'export.



6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

2022 marquée par une nouvelle flambée des prix des intrants et par une nouvelle sécheresse estivale

Après la reprise de l'inflation en 2021, l'année 2022 a connu une envolée des prix des matières premières suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La hausse la plus spectaculaire concerne les engrais (+72% sur la campagne végétale de juin à mai), devant les carburants (+58% sur l'année civile) et les aliments achetés (+24% et +25% en ovins viande et lait). L'IPAMPA progresse d'une année sur l'autre de +18,5% sur l'année civile pour la production allaitante et de +17,7% sur la campagne laitière (octobre 2021 - septembre 2022). La sécheresse qui a sévi sur l'ensemble de l'Hexagone a de nouveau affecté plus particulièrement le quart nord-est du pays, où des achats d'aliments ont été nécessaires dès la campagne 2022. Dans les autres régions, les reports de stocks fourragers de 2021 ont le plus souvent permis de passer l'été, mais l'hiver a démarré avec des stocks limités et toute l'attention se porte désormais sur les conditions météorologiques de 2023. Côté produits, le prix des agneaux issus des troupeaux allaitants a connu une nouvelle hausse, de 8,3% par rapport à 2021, selon la cotation FranceAgriMer (prix moyen pondéré des régions). On enregistre également une hausse du prix du lait, plus forte en Nouvelle-Aquitaine qu'en Occitanie (+3,9 et +2,0% selon FranceAgriMer), mais qui est également loin de couvrir l'évolution des charges.

ESTIMATION DES REVENUS 2022

De très fortes baisses de revenus

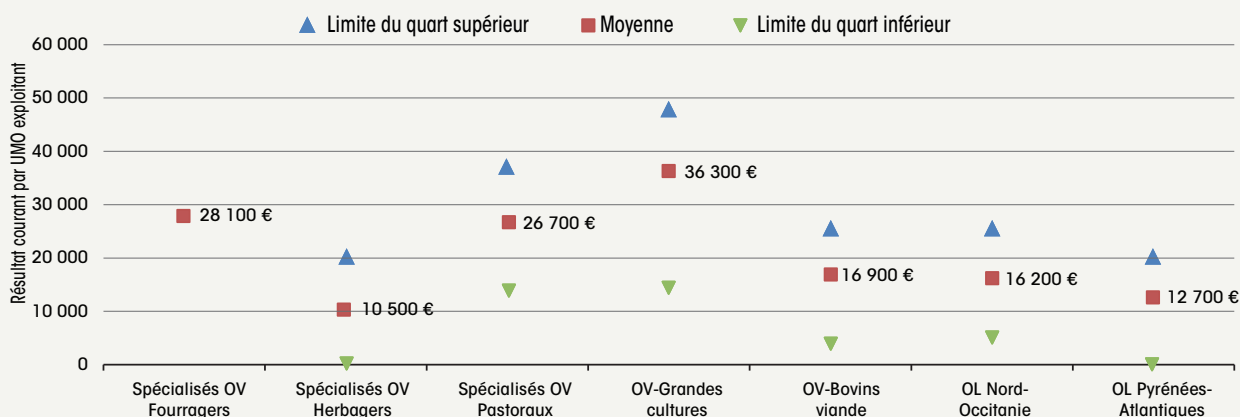
L'augmentation du prix de l'agneau n'a pas suffi pour compenser la forte hausse des charges. Parmi les spécialisés ovins viande, les herbagers, dont le revenu n'atteignait pas 20 000 €/UMO exploitant en 2021, voient leur revenu quasiment divisé par 2, à 10 500 €/UMO. Les pastoraux et les fourragers subissent des baisses de revenu du même ordre de grandeur, mais compte tenu de leur meilleure situation initiale, leurs revenus 2022 restent supérieurs à 25 000 €/UMO exploitant. Malgré la nette progression des prix en viande bovine, les systèmes mixtes avec bovins viande voient leur revenu reculer vers 17 000 €/UMO exploitant. Compte tenu de la prépondérance des régions où les estimations des rendements des cultures sont en baisse, le revenu moyen des systèmes mixtes

avec grandes cultures est également dégradé, même si la baisse est plus réduite, et ramené à 36 000 €/UMO exploitant.

Les élevages laitiers bénéficient quant à eux d'une progression du prix du lait et des agneaux, y compris dans les Pyrénées-Atlantiques où le marché de l'agneau de lait a bénéficié d'un retour de la consommation espagnole pour les fêtes de fin d'année. Mais l'augmentation des produits ovins et bovins dans les exploitations mixtes ne permet de compenser que la moitié de l'accroissement des charges. Dans les deux bassins le revenu accuse une forte baisse, pour se situer autour de 16 200 €/UMO exploitant en Nord-Occitanie (-27% /2021) et 12 700 € en Pays basque et en Béarn (-27% également).

RÉSULTATS COURANTS 2022

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage ovins et variabilité intra système en 2022.

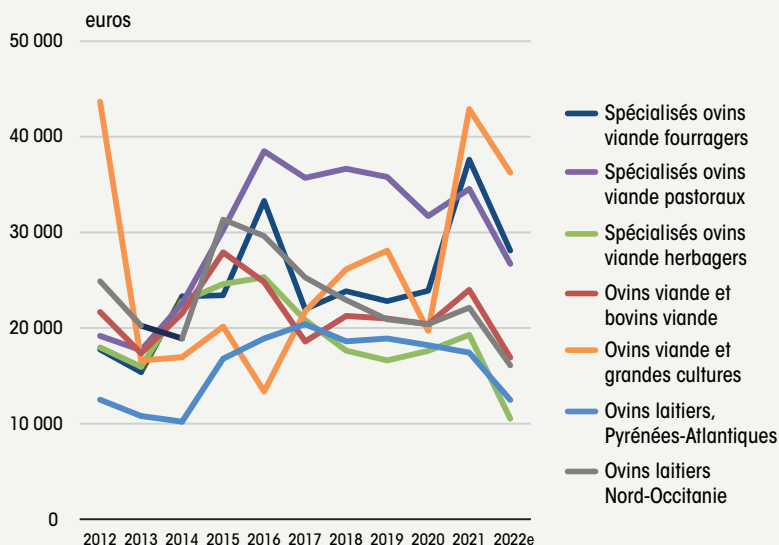


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

L'estimation des revenus 2022 est établie à partir des résultats de 217 exploitations ovines allaitantes et 48 exploitations ovines laitières suivies dans le dispositif INOSYS-Réseaux d'élevage. Ces exploitations font l'objet d'un suivi annuel de leur fonctionnement et de leurs résultats techniques, économiques et environnementaux. Les revenus moyens des différents systèmes se situent dans une fourchette allant de 10 500 €/UMO (spécialisés ovins viande herbagers) à 36 000 €/UMO (systèmes mixtes ovins viande-grandes cultures).

RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES OVINS



DES REVENUS SUPÉRIEURS POUR LES FERMES DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

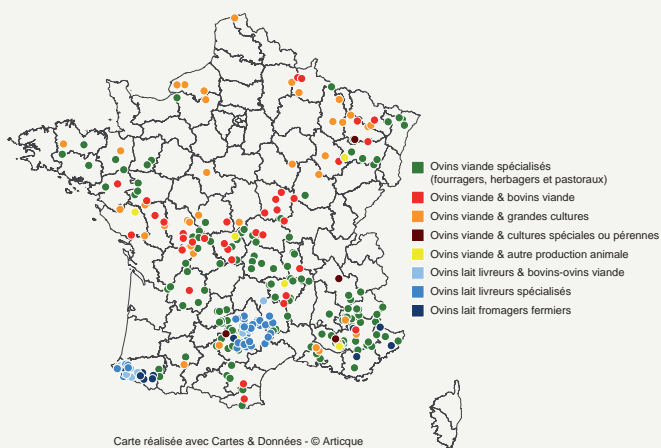
La base nationale du dispositif Inosys - Réseaux d'élevage compte 330 exploitations ovines suivies en 2021, dont 300 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes ovins français. Leurs résultats économiques suivent les mêmes tendances d'évolution que l'ensemble des exploitations ovines françaises même si, pour des raisons de structure et d'efficacité, ils sont en moyenne nettement supérieurs à ceux des fermes professionnelles françaises mesurées par le RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole).

Plus d'informations : <https://idele.fr/filieres/ovin-viande> ou <https://idele.fr/filieres/ovin-lait>

(-> Les dossiers techniques, -> les hypothèses d'évolution de prix).

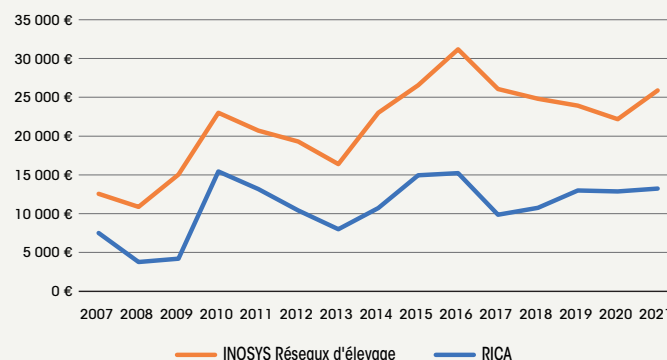


LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES



ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT DES EXPLOITATIONS OVINES ALLAITANTES

Euros/unité de main-d'œuvre non salariée



INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET TRÉSORERIE 2021

	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE FOURRAGERS	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS	SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX	OVINS VIANDE - GRANDES CULTURES	OVINS VIANDE - BOVINS VIANDE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DU NORD-OCCITANIE	OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	11	85	50	35	36	28	20
EBE (€/UMO EXPLOITANT)	57 500 €	39 900 €	53 600 €	71 500 €	54 300 €	55 500 €	43 200 €
ANNUITÉS SUR EBE (%)	41%	41%	23%	34%	44%	40%	36%
RCAI (€/UMO EXPLOITANT)	45 900 €	24 900 €	41 800 €	50 400 €	30 500 €	29 700 €	22 700 €
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	37 600 €	19 300 €	34 500 €	42 900 €	24 000 €	22 100 €	17 400 €
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	33 900 €	22 900 €	40 700 €	47 400 €	32 000 €	33 900 €	28 300 €

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ESTIMATIONS DES PRODUITS ET DES CHARGES 2022

Les évolutions 2022/2021 retenues pour les prix des agneaux, la production de lait et des autres produits (cultures de vente et bovins viande) correspondent à celles observées régionalement (sources : observations des Réseaux d'élevage, données d'appui technique, données interprofessionnelles, Arvalis, FranceAgriMer, Agreste).

PRIX DES AGNEAUX EN ÉLEVAGE ALLAITANT

Évolutions régionales 2022/2021

BASSIN/SYSTÈME	ÉVOLUTION
BASSINS HERBAGERS ET PLAINES	+10%
BASSINS RUSTIQUES	+8%

Source : Observations Inosys-Réseaux d'Élevage

PRIX DU LAIT ET DES AGNEAUX, VOLUME DE LAIT EN ÉLEVAGE LAITIER

Évolutions régionales 2022/2021

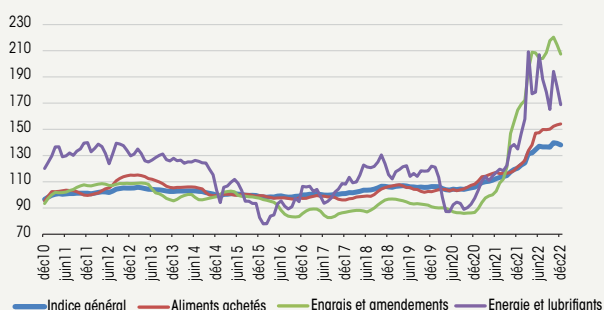
	NORD OCCITANIE	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
LAIT PRODUIT/EXPLOITATION	Inchangé	-2,5%
PRIX DU LAIT	+2,0%	+3,9%
PRIX DES AGNEAUX SEVRÉS	+17%	+18,5%

Source : FranceAgriMer, Interprofession 64, Chambre d'agriculture 64, SIEOL appui technique

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC

AIDE	ÉVOLUTION 2022/2021
AIDES DÉCOUPLÉES	-1,4%
AIDE OVINE	+0,8%
AIDES 2 ND PILIER (ICH)	Inchangées

ÉVOLUTION DE L'INDICE IPAMPA - OVINS VIANDE (BASE 100 EN 2015)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

ESTIMATION DES CHARGES 2022

Les variations annuelles des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2022 suivent les tendances nationales issues des IPAMPA ovins viande et lait.

Les postes spécifiques aux cultures (engrais, semences, protection des cultures) sont estimés en prenant en compte les évolutions entre juin 2020-mai 2021 et juin 2021-mai 2022, correspondant aux campagnes de culture.

L'année 2022 a été marquée par une très forte inflation, notamment pour les principaux intrants :

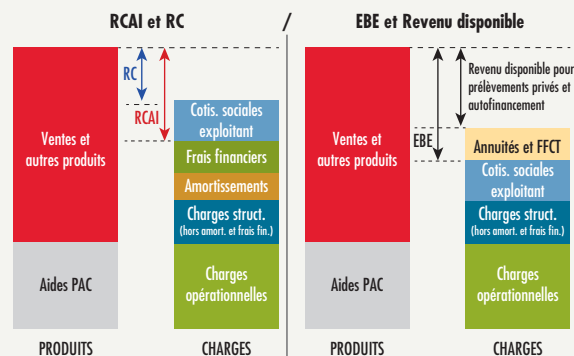
IPAMPA	ÉVOLUTION OVIN VIANDE (ANNÉE CIVILE)	ÉVOLUTION OVIN LAIT (10/2020-09/2021)
ENGRAIS ET AMENDEMENTS (06/2021-05/2022)	+72%	
ALIMENTS ACHETÉS	+24%	+20%
CARBURANTS ET LUBRIFIANTS	+58%	+64%

Cependant, pour tenir compte des adaptations réalisées par les éleveurs face à l'envolée du prix des engrais, le volume des apports d'engrais a été estimé réduit de 40% sur les surfaces en herbe, mais maintenu à l'identique pour les cultures de vente.

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2022 ET METHODOLOGIE

Les estimations de revenu sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2021 (cheptel, surfaces, main-d'œuvre, endettement...).

INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAl : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

LEXIQUE

- EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Produit brut – charges opérationnelles – charges de structure (hors amortissements et frais financiers).
- RC : résultat courant = Excédent Brut d'Exploitation - amortissements - frais financiers + produits financiers.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation (hors salariat et bénévolat).

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE « FOURRAGERS » INTENSIFS

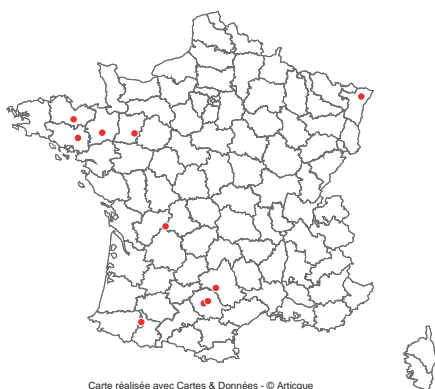
Une bonne année pour le produit ovin, mise à mal par la flambée des charges et la sécheresse



DONNÉES REPÈRES

- 1,3 UMO totale dont 1,0 UMO exploitant
- 71 ha de SAU dont 50 ha de SFP
- 554 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 11 EXPLOITATIONS



Pour s'adapter au changement climatique et retrouver de l'autonomie fourragère, les éleveurs tendent à réduire leur chargement de leurs élevages. Les systèmes spécialisés fourragers (plus d'1,4 UGB/ha de SFP) sont donc de moins en moins nombreux. Par ailleurs, longtemps champions de l'accélération, ils sont plus de la moitié à se baser sur le système d'une mise par an et par brebis en deux périodes d'agnelage. Près de la moitié du groupe est concentrée dans les zones Ségala et Lévézou de l'Aveyron et du Tarn. Le chargement moyen, à peine plus de 11 brebis/ha de SFP, est demeuré stable. La SAU moyenne est de 70 ha, et 10 exploitations sur les 11 produisent des céréales sur une vingtaine d'hectares.

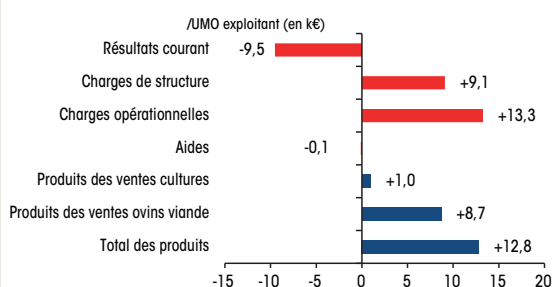
Des troupeaux de Lacaune ou de Romane, avec toujours plus de brebis à gérer par éleveur

Le collectif de travail (1,3 UMO), quasi exclusivement composé de main-d'œuvre familiale, prend en charge 426 brebis/UMO. Même si le nombre de brebis par UMO demeure à la hausse (+1% entre 2021 et 2022), le phénomène a ralenti (+10% entre 2019 et 2020). La productivité numérique repart à la hausse (1,64 agneau/brebis - +4 points), grâce un bon niveau de prolificité (204%) et malgré une mortalité moyenne de plus de 17%.

Des agneaux lourds dans un système qui a besoin de concentrés et de stocks fourragers

La quasi-totalité des agneaux sont vendus lourds, engraisés en bergerie, à un poids moyen de 18,8 kg de carcasse. La consommation moyenne de concentrés par couple brebis/agneau augmente et atteint 275 kg, soit 9 kg par kg de carcasse d'agneau. L'année climatique a été compliquée, les stocks fourragers réalisés en 2021 ont toutefois permis de passer les périodes sèches, permettant de limiter les achats extérieurs, mais les granges n'ont été pas pleinement re-remplies. Les éleveurs appréhendent 2023...

ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

2022 : Pourtant le prix de l'agneau avait profité de cours exceptionnels

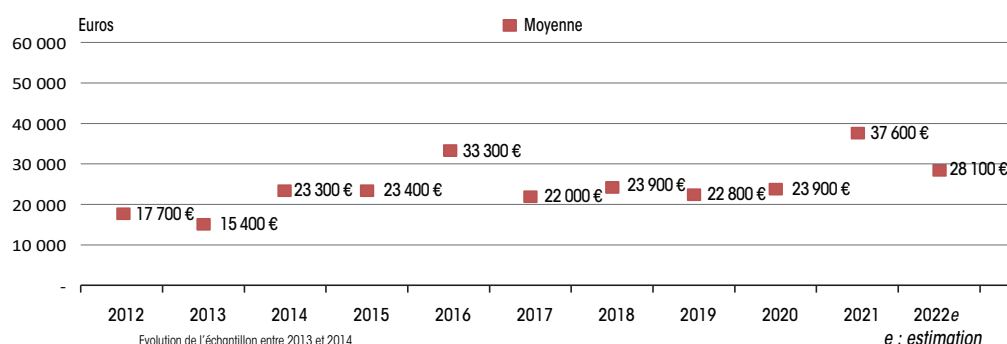
Les presque 9 000 € d'augmentation des produits de l'atelier ovin n'auront pas suffi à compenser les 20 000 € de surcoût lié à l'inflation (aliments, énergie, engrais...) et à la sécheresse dramatique de 2022. Le résultat courant 2022 chute de 9 500 € d'une année sur l'autre pour s'établir à 28 100 € par UMO, retrouvant quasiment les niveaux bas de la période 2017-2020.

La technicité est fondamentale dans la réussite, mais il faudra s'adapter encore

Le quart supérieur de ce groupe n'est pas représenté sur le graphique, compte tenu de sa taille réduite (3 élevages). On y trouve des systèmes plus chargés (1,9 UGB/ha de SFP vs 1,7 UGB/ha pour l'ensemble du groupe), avec un meilleur niveau de productivité numérique (1,93), mais avec moins de fourrages stockés et concentrés consommés par kg de carcasse, voire une part d'agneaux non finis (10% de maigres/légers). Miser sur le pâturage en diversifiant les ressources (notamment les dérobées), étaler les périodes de pâturage sur l'hiver et faire des choix raisonnés sur l'engraissement des animaux constituent des voies d'adaptation nécessaires pour rééquilibrer produits et charges.

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE HERBAGERS

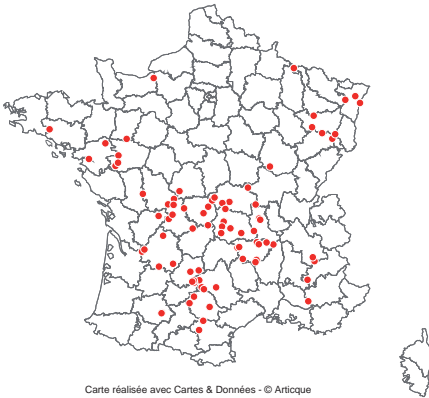
Un revenu au plus bas, dans un contexte de sécheresse et de hausse des charges



DONNÉES REPÈRES

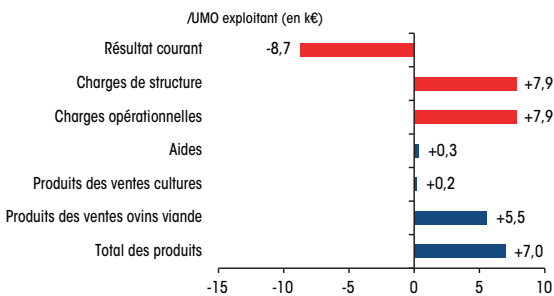
- 1,3 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 89 ha de SAU dont 80 ha de SFP
- 485 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 85 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Avec 40% des exploitations du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage ovins viande, le groupe des spécialisés herbagers couvre les principales zones de production, hormis la zone pastorale du Sud-Est. Ces exploitations disposent de larges structures, mais au potentiel généralement limité. Le chargement moyen est de 0,8 UGB/ha SFP, en baisse significative cette année. Un tiers des exploitations n'a qu'une seule période de mise bas, avec en moyenne une troupe de 400 brebis. Un autre tiers fonctionne avec 2 périodes de mises bas et une troupe de 530 brebis et le reste avec un système plus ou moins accéléré.

Un nouveau déficit fourrager

Après une année 2021 favorable à la pousse de l'herbe et à la reconstitution des stocks fourragers, une nouvelle sécheresse a impacté les zones herbagères en 2022. Dès le mois de juin, la pousse a été fortement ralentie faute de précipitations et la sécheresse s'est progressivement installée. L'affouragement au parc a été nécessaire en remplacement partiel ou total du pâturage. En cultures, les rendements de la petite dizaine d'hectares destinés à l'alimentation du troupeau ont baissé, alors que les besoins du troupeau augmentent.

Plus d'aliments, avec des prix plus élevés !

Avec une part importante d'agneaux d'herbe dans une majorité de systèmes, la sécheresse 2022 a nécessité une complémentation plus élevée des agneaux et entraîné des rations brebis plus coûteuses durant l'hiver 2022/2023. La consommation de fourrages distribués à l'auge est repartie à la hausse, dépassant le seuil de 300 kg MS/brebis. De même, celle de concentré est repassée au-delà de 8,0 kg/kg de carcasse produit, dans un contexte de flambée des prix des aliments.

Toujours une bonne dynamique pour le prix de l'agneau

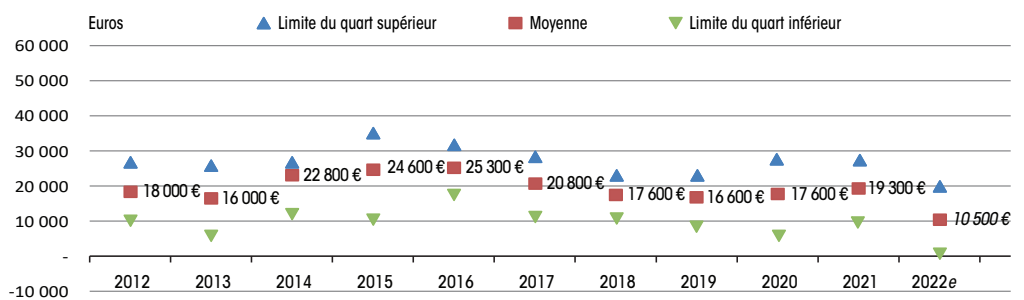
Cette troisième année de hausse significative du prix de l'agneau (+8% à +10% /2021, suivant l'époque de vente) n'arrive pas à compenser la hausse des charges. La hausse cumulée des charges opérationnelles et de structure est le double de celle du produit, et le résultat courant s'écroule (-45%) à un niveau exceptionnellement bas, à peine au-dessus de 10 000 €/UMO exploitant.

Tirer le meilleur parti de l'herbe en été comme en hiver

Pour faire face aux augmentations du coût des aliments, l'amélioration de la gestion de l'herbe constitue le premier levier : valorisation par le pâturage dès que les conditions le permettent, y compris en hiver, mais aussi constitution de stocks de report. Les exploitations du quart supérieur se caractérisent par un chargement un peu supérieur à la moyenne (0,9 UGB/ha SFT), avec une bonne productivité (1,31 agneau par brebis contre 1,19 pour le quart inférieur). Elles distribuent moins de fourrages (220 kg MS/brebis) et surtout elles n'utilisent que 6,0 kg par kg de carcasse produit (contre 9,5 pour le quart inférieur). Dans ce type de système, où les possibilités de cultures sont limitées, l'autonomie alimentaire doit d'abord se raisonner par la réduction de la consommation de concentrés.

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉS OVINS VIANDE PASTORAUX

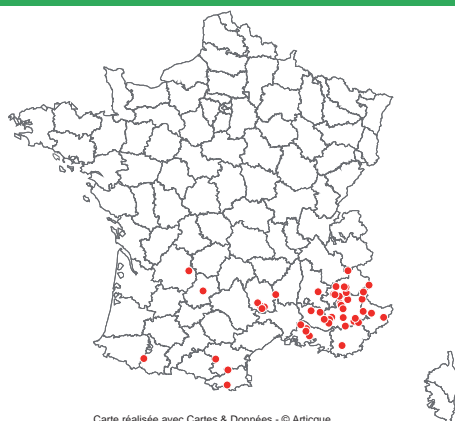
Des systèmes extensifs mais cependant impactés par la hausse des charges



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 61 ha de SAU dont 50 ha de SFP
- 250 ha de parcours individuels
- 582 brebis

LOCALISATION DES 50 EXPLOITATIONS



Ces élevages sont tous localisés dans la moitié sud du pays, et plus particulièrement dans le quart sud-est. Les parcours individuels (250 ha en moyenne) et collectifs (68% de transhumants) sont valorisés par de grands troupeaux (582 brebis), avec un chargement très faible (0,4 UGB/ha, hors parcours collectifs). La forte présence du loup se traduit par un recours de plus en plus important au salariat (0,4 UMO pour 1,6 UMO familiale).

Des races rustiques et un quart d'agneaux maigres ou légers

Pour valoriser les parcours, ces systèmes utilisent des races rustiques, peu prolifiques, le plus souvent sans mise à la reproduction des agnelles la première année, d'où une productivité moyenne un peu en deçà d'1 agneau par brebis présente, et un poids de carcasse des agneaux finis de l'ordre de 16 kg. La demande du marché comme le prix des aliments tendent à favoriser la commercialisation d'agneaux non finis ou légers (26% en moyenne).

Des systèmes économes en concentré

La forte composante pastorale permet de limiter la distribution de fourrages stockés, en moyenne 247 kg MS/brebis. La part d'agneaux vendus maigres ou légers permet de rationner encore plus les concentrés : 93 kg/brebis en moyenne, soit 5,7 kg par kg de carcasse d'agneau produit. Seulement la moitié des élevages produit des céréales pour l'autoconsommation du troupeau, avec une autonomie moyenne en concentrés de seulement 26% (14% sur l'ensemble des pastoraux).

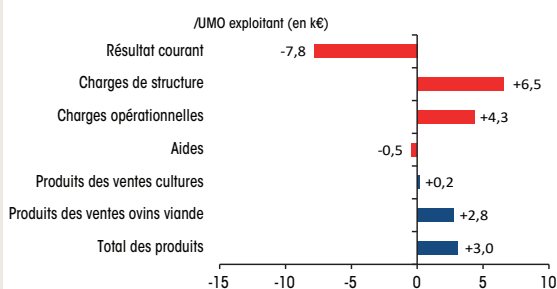
Le revenu en forte baisse

Même si ces systèmes sont peu consommateurs d'intrants, ils subissent tout de même la hausse des charges, notamment des charges de structure, à hauteur de près de +11 000 €/UMO exploitant. Malgré la nouvelle amélioration du prix des agneaux, la progression des ventes de l'atelier ovin (+2 800 €/UMO) ne permet pas de préserver le revenu, en baisse de 7 800 €/UMO.

Les élevages du quart supérieur particulièrement économes en concentrés

Les élevages du quart supérieur se caractérisent par des niveaux de consommation d'aliments particulièrement faibles : 144 kg MS/brebis de fourrages stockés et 37 kg/brebis de concentrés, soit 2,5 kg par kg de carcasse produit. La productivité des brebis est du même niveau que la moyenne du groupe (0,95 agneau/brebis vs 0,98), mais plus de la moitié (56%) des agneaux commercialisés sont vendus maigres ou non finis..

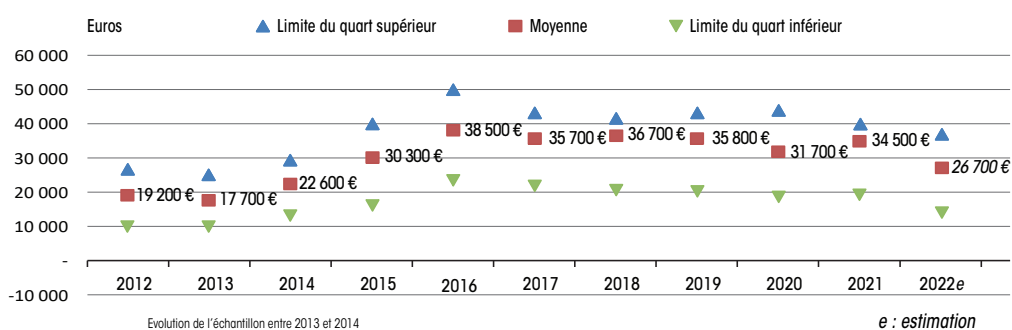
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET GRANDES CULTURES

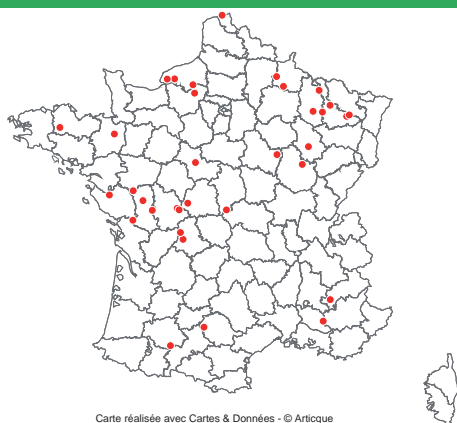
Les hausses de prix des cultures de vente et des ovins ne compensent pas l'inflation sur les prix des intrants



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 153 ha de SAU dont 55 ha de SFP et 96 ha de cultures
- 483 brebis allaitantes

LOCALISATION DES 35 EXPLOITATIONS



Ces exploitations combinant grandes cultures et ovins sont majoritairement situées dans la moitié nord du pays, mais avec une forte variabilité des potentiels agronomiques. Le chargement moyen est de plus de 2 UGB/ha de SFP, les niveaux les plus élevés correspondant à la disponibilité des coproduits de cultures valorisables par les ovins, notamment dans les bassins betteraviers.

Des cultures valorisées en aliments concentrés pour l'atelier ovin

La disponibilité des cultures pour l'atelier se traduit par un fort niveau d'autonomie en concentrés, près de 40% de la consommation totale. Mais elle se traduit aussi, dans ces systèmes producteurs d'agneaux lourds de bergerie, par un fort niveau de consommation de concentrés : 220 kg/brebis et 9,2 kg par kg de carcasse d'agneau produit, malgré une productivité correcte d'1,3 agneau/brebis et un poids moyen de 18,9 kg de carcasse.

Un climat et une conjoncture exceptionnels

Le cours des agneaux est resté élevé durant toute l'année, permettant de dégager un produit supplémentaire de 5 500 €/UMO exploitant. De même l'atelier grandes cultures a connu une année exceptionnelle, avec des prix de vente majorant en moyenne les produits de 17 000 €/UMO, avec toutefois une forte variabilité en fonction des évolutions régionales des rendements. Mais l'année 2022 se caractérise aussi par une sécheresse prononcée et un bond des charges (+30 000 €/UMO), d'où une baisse du revenu de l'ordre de 6 600 €/UMO.

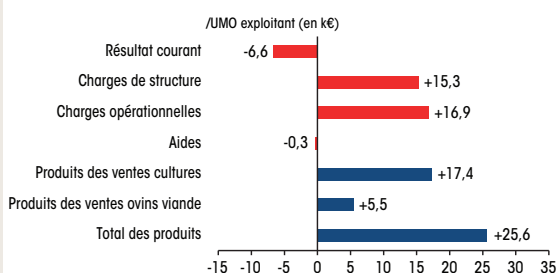
Une conduite en bergerie dans les élevages du quart supérieur

Les exploitations du quart supérieur se caractérisent par un chargement très élevé, 2,5 UGB/ha de SFP en moyenne, traduisant leur fort potentiel agronomique et l'utilisation de coproduits. La forte intensification de ces élevages se retrouve également sur la productivité des brebis (1,32 agneau/brebis), sur la consommation de concentrés (237 kg/brebis), mais aussi sur celle de fourrages stockés (384 kg MS/brebis contre 313 kg pour l'ensemble du groupe).

Valoriser les surfaces additionnelles

Au-delà de l'autoconsommation des cultures, ces systèmes bénéficient de complémentarités potentielles sur les surfaces pâturables, permettant de réduire les achats d'aliments aux prix de plus en plus élevés. Ainsi le pâturage d'automne des couverts végétaux se développe de plus en plus, permettant de réduire le coût alimentaire de l'atelier ovin mais aussi celui de la destruction du couvert. Au fil des saisons, les surfaces en cultures peuvent également être pâturées : céréales avant tallage, chaumes, repousses, etc.

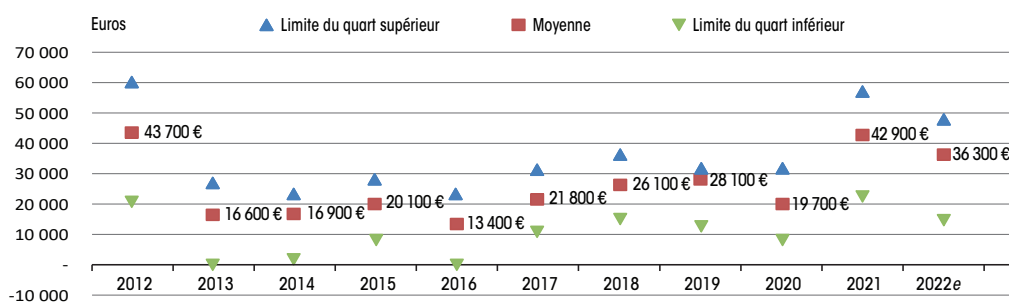
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS VIANDE ET BOVINS VIANDE

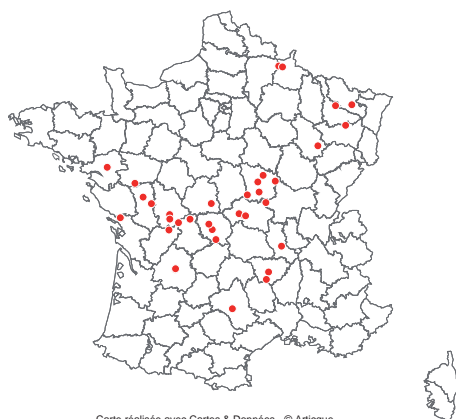
La hausse des cours des animaux ne compense pas celle des charges



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 174 ha de SAU dont 144 ha de SFP
- 428 brebis allaitantes et 56 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 36 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Majoritairement localisées sur les pourtours du Massif central, ces exploitations associant deux ateliers de production (ovins et bovins viande) sont à dominante herbagère, avec un chargement moyen de 1,1 UGB/ha SFP. Les ovins y pèsent presque autant que les bovins (47% des UGB en moyenne). La progression des produits ne compense pas la hausse des charges, si bien que le revenu aurait baissé de plus de 7 000 €/UMO exploitant en 2022.

Des produits en hausse, bovins comme ovins

Les systèmes mixtes tirent pleinement profit de la hausse des cours dans les deux productions. L'atelier Bovin viande contribue à plus de 50% de l'augmentation des produits. Globalement, le produit total progresserait de 15 000 €/UMO, soit +9% par rapport à 2021. En effet, le cours des bovins sur 2022 a nettement progressé sous l'effet de baisse sensible de l'offre en France et en Europe, mais aussi du fait de la flambée des coûts de production. Le cours de l'agneau s'est aussi apprécié, notamment au second semestre, souvent prépondérant dans ces systèmes.

Plus de concentrés devenus plus chers

L'année climatique 2022 a été une nouvelle fois marquée par une sévère sécheresse estivale, qui a particulièrement touché les élevages mixtes extensifs de ces zones. Les stocks fourragers réalisés en quantité en 2021 ont permis d'affourager les animaux en été. Une arrière-saison plus douce a favorisé le report de la rentrée en bâtiment des animaux, ainsi que le pâturage hivernal des ovins. Cependant les achats de concentrés (2/3 de la consommation) sont repartis à la hausse et leur prix a fortement pesé sur l'augmentation des charges opérationnelles.

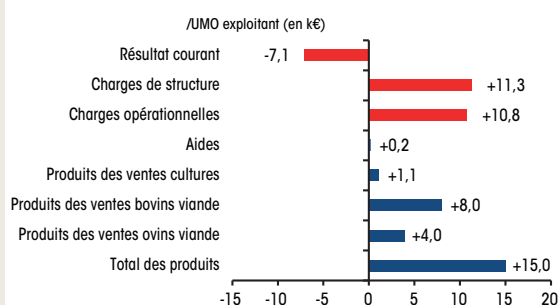
Un résultat courant avoisinant 17 000 €/UMO

La hausse du produit total est entièrement absorbée par celle des charges opérationnelles et de structure. Le revenu estimé pour 2022 aurait ainsi baissé de 7 100 €/UMO exploitant, du fait de l'envolée des prix des intrants. Comme les années précédentes, les revenus des systèmes mixtes se situent à un niveau intermédiaire entre ceux des spécialisés ovins herbagers et fourragers. À dimension équivalente, il est également plutôt supérieur à celui des systèmes spécialisés bovins. La complémentarité des ateliers permet donc de minorer les conséquences des aléas conjoncturels.

Quart supérieur : 55% UGB ovins et 45% UGB bovins

Les élevages du quart supérieur se caractérisent par une taille de structure plus modérée (86 ha/UMO contre 94 ha/UMO en moyenne) et un atelier ovin légèrement dominant. Le produit de l'atelier ovin est conforté par une meilleure productivité numérique (1,29 agneau/brebis contre 1,21 en moyenne) associée à des agneaux un peu plus lourds. À 6,9 kg/kg de carcasse, la consommation de concentré est inférieure de 0,6 kg par rapport à la moyenne du groupe. Mais elle reste supérieure à celle du quart supérieur des spécialisés herbagers, ce qui laisse supposer des marges de progrès.

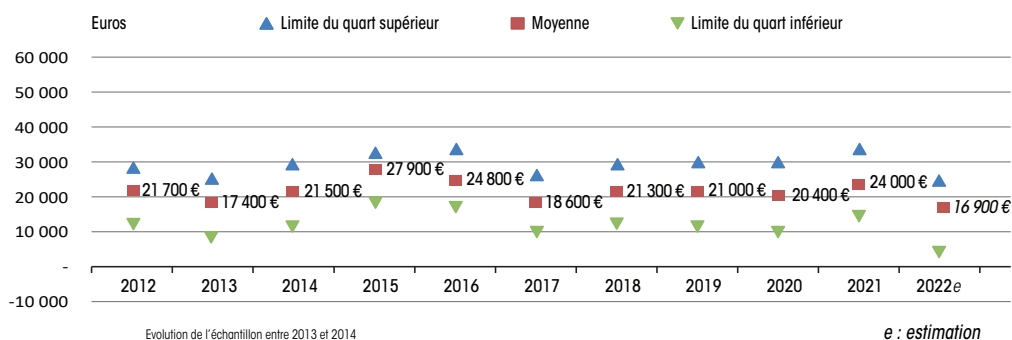
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DU NORD-OCCITANIE

Un revenu historiquement bas, à 16 200 €/UMO exploitant



DONNÉES REPÈRES

- 2,7 UMO totale dont 2,2 UMO exploitant
- 99 ha de SAU dont 75 ha de SFP
- 440 brebis présentes, 149 900 litres de lait
- 70% d'exploitations spécialisées

LOCALISATION DES 28 EXPLOITATIONS



Ces exploitations sont localisées dans la partie sud du Massif central, dans l'aire de production de l'AOP Roquefort et de la récente IGP Pérail. Avec 340 litres par brebis traitée, la productivité des troupeaux, de race Lacaune, est proche de la moyenne enregistrée pour les élevages en Contrôle Laitier Officiel (346 litres). Et autour de 149 900 litres, la production des élevages suivis est supérieure de plus de 20% à la collecte moyenne observée dans le bassin.

Le prix des matières premières poursuit son évolution à la hausse

L'année 2022 a été marquée par une hausse sans précédent du prix des matières premières : l'indice IPAMPA lait de brebis, qui avait déjà fortement augmenté au cours de la campagne 2021 (+5,6%), s'est accru de +17,7% en moyenne au cours de la campagne 2022. Cette évolution a été particulièrement importante sur le prix de l'énergie, des aliments et des engrais. Malgré une baisse attendue sur les quantités de fourrages achetés ainsi que sur la fertilisation des prairies, l'évolution cumulée de ces trois postes explique 60% de l'augmentation prévue des charges d'exploitation.

Revenus en forte baisse malgré l'augmentation des produits

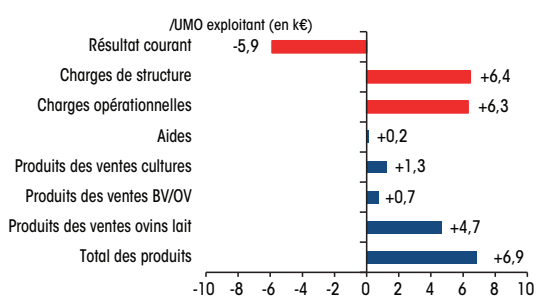
Dans le même temps, le montant total des produits aurait progressé de +6 900 € par UMO exploitant du fait notamment de l'augmentation des produits de l'atelier ovin lait. Outre le prix des agneaux, qui cette année encore a profité de cours favorables, le prix du lait a bénéficié d'un coup de pouce au printemps et s'est accru de +2% en moyenne selon les données de FranceAgriMer. À cela vient s'ajouter une meilleure valorisation des broutards et des vaches de réformes pour les exploitations diversifiées, sans oublier le plan de résilience économique et sociale, même si l'impact est relativement limité (aide forfaitaire de 1 000 € pour la plupart des élevages).

Au final, l'évolution des produits devrait permettre de compenser la moitié à peine de l'augmentation des charges. Estimé à près de 16 200 €/UMO exploitant, le résultat courant se situerait à son niveau le plus bas depuis plus de 10 ans. Comme les années précédentes, les écarts sont importants entre élevages. Les éleveurs avec les meilleurs revenus (quart supérieur) se distinguent le plus souvent par une très bonne productivité du troupeau associée à une bonne maîtrise des charges, et parfois par l'importance des aides, notamment des aides découplées en zone pastorale. Pour ces élevages, le résultat courant représente 26% du produit d'exploitation, soit 10 points de mieux que la moyenne des élevages suivis.

Des stocks fourragers au plus bas pour démarrer la campagne 2023

L'année 2022 a également été marquée par un printemps et un été exceptionnellement chauds et secs. Si les reports de stocks réalisés en 2021 ont permis d'alimenter les troupeaux pendant l'été 2022, les stocks de céréales et de fourrages sont au plus bas pour démarrer la campagne 2023. Les prix d'achats des aliments restent élevés et les éleveurs sont souvent confrontés à des problèmes d'approvisionnement. Malgré la hausse du prix du lait prévue pour la campagne 2023, et les aides calamités à percevoir, les perspectives d'évolution des résultats demeurent pessimistes.

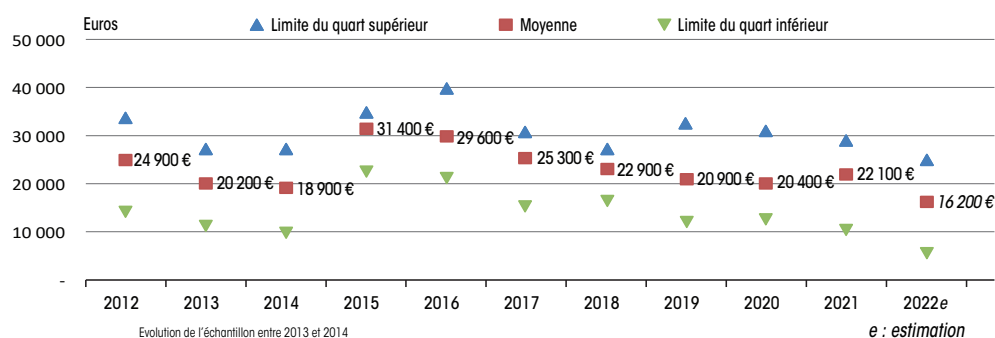
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS OVINS LAITIERS, LIVREURS DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

La hausse des charges fait chuter le revenu, à 12 700 €/UMO exploitant



DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 38 ha de SAU dont 36 ha de SFP
- 375 brebis présentes, 70 600 litres de lait
- 70% d'exploitations mixtes (19 VA dans ce cas)

LOCALISATION DES 20 EXPLOITATIONS



Localisés dans l'aire de production de l'AOP Ossau-Iraty, les éleveurs suivis sont également souvent engagés dans la filière IGP agneaux de lait des Pyrénées.

Avec près de 250 litres par brebis traite, la productivité des troupeaux en race locale est supérieure à la moyenne enregistrée pour les élevages en Contrôle Laitier Officiel (234 litres). Autour de 70 600 litres, le volume de lait livré se situe 30% au-dessus de la collecte moyenne enregistrée dans le département.

Baisse de la production laitière, hausse du prix du lait et des agneaux

Suite à un printemps et un été 2021, favorables à la constitution de stocks de fourrages, les troupeaux ont pu profiter d'un hiver relativement doux, puis d'un printemps 2022 propice au pâturage. Mais dans le même temps, les éleveurs ont subi de plein fouet une très forte augmentation du prix des matières premières, notamment du prix des aliments. Dans ce contexte, les livraisons des élevages, qui étaient en croissance régulière depuis près de 10 ans, ont fléchi de -2,5% d'une année sur l'autre.

En baisse depuis plusieurs années, le marché des agneaux a bénéficié d'un retour de la consommation espagnole pour les fêtes de fin d'année 2021, avec des prix en nette hausse. Le prix du lait a aussi progressé, de +3,9% en moyenne sur la campagne selon FranceAgriMer, du fait d'une revalorisation du prix de base en début de campagne et au printemps. À l'augmentation des produits de l'atelier ovins lait, se sont ajoutées la hausse du prix des brouards et des réformes pour les élevages mixtes, ainsi que l'aide relative au plan de résilience qui a partiellement compensé la hausse des charges d'alimentation.

L'évolution des produits compense 50% de l'augmentation des charges

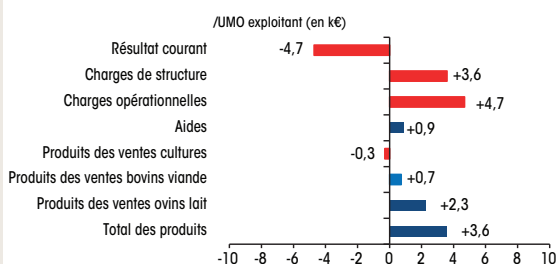
En Pays basque comme en Béarn, la surface des exploitations est généralement réduite et peu mécanisable. Peu autonomes, les éleveurs sont fortement affectés par la hausse du prix des aliments achetés qui, avec le poste engrais, explique plus de 85% de l'augmentation des charges opérationnelles. L'évolution du coût de l'énergie représente quant à elle près de 50% de l'évolution des charges de structure.

À l'image du bassin Nord-Occitanie, la hausse des produits permet de compenser à peine la moitié de l'augmentation des charges. Il s'ensuit une forte réduction du résultat courant, qui se situerait autour de 12 700 € par UMO exploitant. Et comme les années précédentes, les éleveurs qui obtiennent les meilleurs revenus se distinguent par une très bonne maîtrise des charges. Pour ces élevages du quart supérieur, la production laitière par brebis est proche de la moyenne, mais les charges opérationnelles ovines inférieures de 25% à celles de l'échantillon. Le total des charges opérationnelles et des charges de structure représente 25 et 38% du produit d'exploitation, soit 9 et 12 points de moins que la moyenne des élevages suivis.

Un manque de fourrages pour démarrer la campagne 2023

L'année 2022 a également été marquée par une sécheresse estivale exceptionnelle qui a entraîné d'importantes chutes de rendement sur la récolte de fourrages. En plus des aliments qui restent chers, les éleveurs sont souvent confrontés à des problèmes d'approvisionnement. Dans ce contexte, la hausse prévue du prix du lait et les aides calamités qui restent à percevoir, ne compenseront sans doute pas la totalité de ces surcoûts.

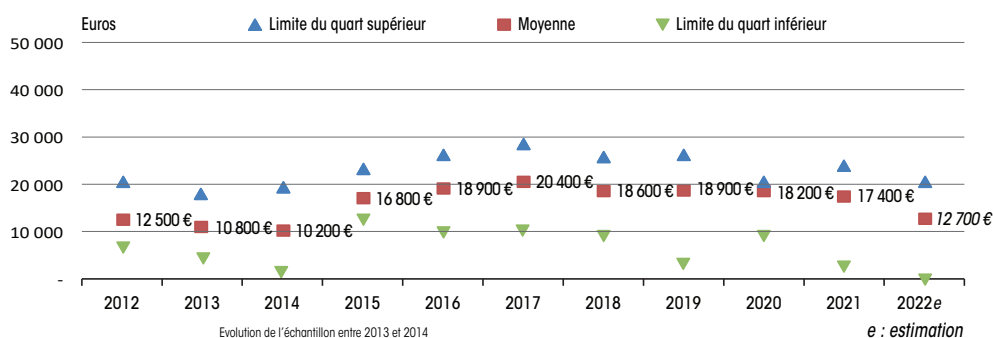
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

PERSPECTIVES 2023

Vers une baisse de la production au sein de l'UE à 27

Comme de nombreux produits agricoles et alimentaires, le commerce mondial de la viande ovine est de nouveau confronté à plusieurs défis clés en 2023, notamment avec l'inflation, exacerbée par la guerre en Ukraine mais aussi les oscillations de la demande chinoise, au gré des politiques sanitaires liées au covid-19. En 2023, la plupart des pays producteurs de viande ovine au sein de l'UE à 27 devraient connaître une contraction de leur production. Au Royaume-Uni, en revanche, les perspectives sont plutôt bonnes, même si la mise en place d'accords de libre-échange pourrait redistribuer les cartes. Avec une production et des exportations de nouveau croissantes, l'Australie devrait notamment profiter du recul progressif de la Nouvelle-Zélande sur le marché mondial.



FRANCE 2023

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE OVINE

1 000 téc	2020	2021	2022	2023p	2023/22
Abattages contrôlés	80	82	79	75	-5%
Importations	82	78	84	85	+1%
Exportations	7	8	8	8	-1%
Consommation	155	151	155	154	-1%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP et les Douanes françaises

2023, de façon à désengorger le marché français affecté par la faiblesse de la demande intérieure. Ces flux pourraient toutefois diminuer dans les prochains mois.

Après une année 2022 compliquée pour les éleveurs, durant laquelle la sécheresse a affecté la production fourragère et contracté les stocks, et durant laquelle les prix des aliments ont flambé, le **cheptel** reproducteur ovine (lait comme viande) a subi un franc recul (-6% /2021, selon les estimations du SSP).

Début 2023, les faibles effectifs en élevage et le net repli de la demande pour la viande d'agneau ont provoqué un décrochage des **abattages** de -10% en volume sur les deux premiers mois de l'année. La cherté des grains pourrait réduire les durées d'engraissement et conduire à un recul des poids de carcasse, pesant également sur les volumes en sorties d'abattoirs. Même si elle se redresse lors des pics de demande, la production française de viande ovine pourrait ainsi baisser en 2023 de - 5% /2022, selon nos estimations.

Les **importations** françaises de **viande ovine** devraient en revanche se **stabiliser** en 2023, malgré un tassement des achats des ménages sur l'ensemble de l'année. Parmi les principaux pays fournisseurs, seul le Royaume-Uni pourrait *a priori* accroître ses expéditions de viande ovine vers la France en 2023. Le cheptel irlandais a reculé fin 2022, tout comme en Espagne, qui devrait de surcroît rester concentré sur ses envois de vifs. La dynamique des exportations néo-zélandaises reste quant à elle dépendante des achats chinois et de l'ampleur de la baisse de sa production.

Face au franc recul des abattages et au possible maintien des importations de viande ovine en 2023, la **consommation** de viande ovine – calculée par bilan – devrait de nouveau se **replier** sur le marché français.

Dans ce contexte, la contraction de la production abattue concourt au maintien de la cotation à un bon niveau début 2023 et dans les prochains mois si le marché ne s'encombre pas... et donc notamment si les abattages ne repartent pas à la hausse.

Avec des stocks de **fourrages** épuisés en sortie d'hier dans de nombreux élevages, une bonne partie de l'état du marché en 2023, que ce soit en lait de brebis ou en viande ovine, dépendra des conditions météorologiques.... Une nouvelle sécheresse serait probablement synonyme d'une accentuation de la décapitalisation déjà en cours.

UNION EUROPÉENNE ET ROYAUME-UNI 2023

PRODUCTION EUROPÉENNE DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

ROYAUME-UNI (1 000 téc)	2021	2022	2023p	2023/22
Abattages	267	276	299	+8%
Importations de viande ovine	55	67	63	-5%
Exportations de viande ovine	70	76	87	+15%
Consommation par bilan	252	267	275	+3%

IRLANDE (1 000 téc)	2021	2022	2023p	2023/22
Abattages	63	68	67	-2%
Importations de viande ovine	6	9	9	=
Exportations de viande ovine	54	61	61	+1%
Consommation par bilan	16	17	15	-10%

ESPAGNE (1 000 téc)	2021	2022	2023p	2023/22
Abattages	120	119	114	-4%
Importations de viande ovine	6	8	8	=
Exportations de viande ovine	51	47	43	-9%
Consommation par bilan	75	80	79	-1%

UNION EUROPÉENNE à 27 (1 000 téc)	2021	2022	2023p	2023/22
Abattages	536	537	530	-1%
Importations de viande ovine	119	146	157	+8%
Exportations de viande ovine	37	35	35	-1%
Consommation par bilan	618	647	653	+1%

p : prévisions

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et AHDB

La production européenne devrait de nouveau reculer en 2023

Fin 2022, selon nos estimations, le cheptel reproducteur de l'UE à 27 reculait pour la 3^{ème} année consécutive, de -1% /2021, atteignant 45,8 M de têtes. Cette baisse est en grande partie imputable à la chute des effectifs en Espagne (-4%), en France (-6%) et en Bulgarie (-9%), malgré des hausses en Roumanie (+4%), en Italie (+1%) et en Grèce (+1%). Selon la Commission européenne, la production de viande ovine devrait de nouveau se replier en 2023, de -1,2% /2022.

La *Commission européenne* prévoit également une nouvelle hausse des importations de viande ovine de +8% /2022, avec la poursuite d'envois néozélandais dynamiques mais aussi via des expéditions britanniques et australiennes plus compétitives. En revanche, le tassement de la production intérieure et des prix relativement élevés pourraient encore freiner les exportations en 2023 (-1% /2022).

L'Irlande, avec un cheptel reproducteur en recul de -1,7% fin 2022, devrait subir une érosion de sa production en 2023. Les importations d'ovins vifs en provenance d'Irlande du Nord ont retrouvé leur niveau pré-Brexit mais, comme en France, 2023 démarre avec un recul des abattages d'agneaux irlandais parallèlement à des réformes dynamiques.

En Espagne, la baisse du cheptel ovin reproducteur fin 2022, de -4% /2021, devrait impacter la production de viande ovine et les envois de viande comme de vifs.

Au Royaume-Uni, AHDB prévoit une augmentation de la production en 2023, tirée par des reports plus élevés et des sorties d'agneaux globalement stables. Les exportations devraient croître, se rapprochant des volumes de 2020 tandis que les importations devraient diminuer, tirées par une demande intérieure plus faible. Rappelons que l'accord de libre-échange avec l'Australie devrait entrer en application courant 2023.

OCÉANIE 2023

EXPORTATIONS OCÉANIENNES DE VIANDE OVINE (1 000 TÉC)

NOUVELLE-ZÉLANDE (1 000 téc)	2020-21	2021-2022	2022-2023p	Variation
Exportations de viande ovine (campagnes d'octobre à septembre)	416	389	377	-3%

AUSTRALIE (1 000 téc)	2021	2022	2023p	Variation
Exportations de viande ovine	491	513	559	+9%

p : prévision

Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après NZ Statistics, Beef + Lamb New Zealand et Meat & Livestock Australia

La **demande** des consommateurs sur les marchés à l'export est impactée par l'inflation. Les prix mondiaux se sont affaiblis après avoir atteint des sommets en début de campagne, en raison d'une hausse de l'offre concomitante à un affaiblissement de la demande. En 2023, les prix de la viande ovine néozélandaise devraient poursuivre cette tendance baissière. Fin 2022, l'arrêt de la politique zéro Covid-19 a fait exploser les contaminations, accentuant la baisse de la demande chinoise.

Les **exportations** au cours de la saison 2022-23 (oct. à sept.) sont prévues à la baisse, en volume comme en valeur, de respectivement -3 et -12% d'une campagne sur l'autre, à 377 000 téc et 4,2 milliards de \$, selon Beef and Lamb NZ. La monnaie locale, le dollar néozélandais, devrait rester faible, améliorant la compétitivité des produits néozélandais sur le marché mondial.

En **Australie**, trois ans après le début du nouveau cycle de recapitalisation, le **cheptel** ovin devrait atteindre son plus haut niveau depuis 2007, à 78,75 millions de têtes selon les projections de l'industrie ovine de Meat & Livestock Australia (MLA). L'industrie australienne de la viande ovine devrait connaître une autre année exceptionnelle en 2023, avec une nouvelle augmentation des volumes produits. Les abattages d'agneaux devraient en effet atteindre 22,6 M de têtes en 2023 (hausse du nombre de mères et bons taux de repro), soit +595 000 têtes ou +2,7% /2022. Le poids moyen des carcasses d'agneau devrait rester élevé, à 25,1 kg, soit +11%, ou +2,5 kg/tête par rapport à la moyenne de la dernière décennie. Attention toutefois, les prévisions météorologiques annonceraient des conditions plus sèches au 2nd semestre 2023.

Après une année 2022 compliquée, les envois vers la Chine devraient reprendre : les **exportations** de viande ovine australienne pourraient bondir, de +9% /2022 selon MLA, à 559 000 téc en 2023.

La baisse de la **demande** de certains pays clients, à cause de l'inflation, pourrait en partie être compensée par l'accès facilité aux marchés britannique et indien en 2023 (mise en application d'**accords de libre-échange**).

Evolutions opposées entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande

En **Nouvelle-Zélande**, le **cheptel** reproducteur ovin a reculé de -1,4% /2021, à 16,1 M de têtes en juin 2022, ce qui limite les naissances d'agneaux pour la campagne 2022-23. Associée à un taux d'agnelage modeste (sécheresse lors de la mise à la lutte), cela a réduit les sorties d'agneaux, notamment lors du printemps austral (4^{ème} trimestre 2022), de -8,5% /2021, à 20,2 M de têtes. À l'issue de la campagne, *Beef and Lamb NZ* prévoit une baisse de -3% des abattages d'agneaux destinés à l'export, en volume, et de -6% des réformes. Au total, la **production** de viande ovine néozélandaise devrait reculer de -3% d'une année sur l'autre, à 424 000 téc.

DOSSIER ANNUEL

OVINS

Année 2022
Perspectives 2023

N° 539 - Avril 2023

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Caprins 2022.

Perspectives 2022. N° 538 - Mars 2023

Dossier annuel Bovins lait 2022.

Perspectives 2023. N° 537 - Février 2023

Dossier annuel Bovins viande 2022.

Perspectives 2023. N° 536 - Janvier 2023

Dossier Filières viande bovine Mercosur.

N° 533 - Octobre 2022

Dossier Filières lait de brebis autour de

la Méditerranée. N° 532 - Septembre 2022

Dossier marché mondial de la viande

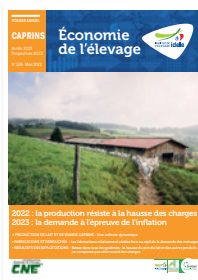
bovine en 2021. Perspectives 2022.

N° 531 - Juin 2022

Dossier marchés mondiaux des produits

laitiers en 2021. Perspectives 2022.

N° 530 - Mai 2022



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret

Crédits photos : 1^{ère} de couverture ©Laurence Geoffroy - P2©Thierry Laporte - ©DR/Institut de l'élevage - P3©CIIRPO - ©DR/Institut de l'élevage -

P4©DR/Institut de l'élevage - P5©DR/Institut de l'élevage - P6©Jean-marc Arranz GISid64 - P7©La magie du moment_FlickrR - P10 TechOvin©Thierry Laporte (272) -

©BMC068-Rom Sélection - P14©Interbev - P15©Christophe Maitre-inra - P19©Evrenkalinbacack_Fotolia - P22&23©DR/Institut de l'élevage -

P29©Gillianvann-AdobeStock - ©P33 OV fourrager_A. Gouedard CA 35 - ©P34 OV herbager_O. Pagnot CA 86 - P35©FROSE - P36&37©V. Bellet/Institut de l'élevage -

P38©DR/Institut de l'élevage - P39 ©GIS ID 64 - P40 ©DR/Institut de l'élevage -

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à L'Artésienne - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0023 501 007

Abonnement version papier : 160 € TTC par an : leila.assmann@idele.fr - Tél. : 01 81 72 16 06

Version numérique téléchargeable gratuitement sur <http://www.idele.fr> - Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE